



A la veille de la conférence de l'Opep le 24 juillet

## Moscou prévoit un baril à 60 dollars

Venant d'un poids lourd du marché pétrolier, cela ne peut que rassurer les autres producteurs. Le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak, a déclaré, hier, que l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, de la Russie et d'autres producteurs pour réduire la production de pétrole a «réduit la volatilité des prix et épongé une partie des surstocks, de sorte qu'aucune mesure supplémentaire immédiate n'est nécessaire pour soutenir les prix».

Page 4

Alors que celles des véhicules de transports ont baissé

## Les importations de véhicules de tourisme en hausse

Page 5



Par Karima Nacer

Une réflexion est actuellement engagée sur les modalités de renforcer la police des eaux pour rétablir l'autorité de l'Etat dans ce domaine et éviter le phénomène des fuites d'eau et du piratage des canalisations d'eau potable, a fait savoir le ministre des ressources en eau.

La détection et la réduction des fuites sur les réseaux d'eau constituent des enjeux majeurs pour le département des ressources en eau. Selon le premier res-

Jeunes entrepreneurs de l'ANSEJ et de la CNAC

## L'effacement des dettes définitivement écarté

L'effacement des dettes des jeunes entrepreneurs ayant contracté des crédits dans le cadre de l'Ansej et de la Cnac est complètement écarté. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, s'exprimant sur le sujet a affirmé que «les mesures d'accompagnement au profit de certains jeunes entrepreneurs consistent, notamment en le rééchelonnement de la dette et l'annulation des pénalités de retard», précisant que «cela ne signifie pas l'effacement des dettes».

Page 2



Menace de grève des pharmaciens

## Le ministre de la Santé tente de désamorcer la situation

Page 2



Piratage des canalisations d'eau potable

## Le gouvernement décide de sévir

Le responsable du secteur, plus de 6 000 cas de raccordement illicite aux réseaux d'alimentation en eau potable ont été enregistrés durant le premier semestre 2017, dont 3 400 cas ont été traités et 2 600 autres déferés à la justice. Près de 80 000 fuites ont été réparées durant la même période, ce qui a permis la récupération de près de 8 millions de mètres cubes, selon les statistiques du ministère.

Pour parvenir à mettre fin à ce phénomène, le ministre compte intensifier les efforts en engageant une réflexion sur les modalités de renforcer la police des eaux pour rétablir l'autorité de l'Etat dans ce domaine. Les redevances de l'Algérienne des eaux (ADE) auprès des communes sont estimées à 14 milliards de DA, a révé-

lé, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. Il a assuré que le problème était en voie de règlement, précisant que les parties concernées avaient convenu des formules de paiement.

Le département ministériel de Necib a pris la décision d'élargir le champ d'exploitation de l'ADE dans le but d'unifier les systèmes de gestion du réseau au niveau national, à améliorer les prestations, à assurer un service professionnel et à réduire les charges qui pèsent sur les communes. Tous les réseaux d'eau potable gérés par les services communaux à travers 567 communes seront désormais, pris en charge par l'Algérienne des eaux (ADE) d'ici à deux ans.

Page 5

Conflit Cevital/ Port de Béjaïa

## Des solutions existent selon le FFS

Le Front des forces socialistes (FFS), a rendu publiques, hier, les conclusions de la médiation qu'il a menée durant ces dernières semaines entre le groupe privé Cevital et la direction générale de l'Entreprise portuaire de Béjaïa (Béjaïa), au sujet du conflit qui oppose les deux parties sur l'implantation d'une unité de trituration de graines oléagineuses dans le périmètre du port.

Page 2



Menace de grève des pharmaciens

# Le ministre de la Santé tente de désamorcer la situation

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui a reçu, hier, les présidents des deux principaux syndicats des pharmaciens, dans une tentative de désamorcer la situation tendue qui mine le secteur et les persuader de surseoir au mouvement de grève qu'ils comptent organiser le 12 juillet prochain.



Par M. Ait Chabane

En recevant le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (Cnop), Lotfi Benbahmed et celui du Syndicat national des pharmaciens d'officines (Snapo), Messaoud Belambri, le nouveau premier responsable du département de la santé veut remettre de l'ordre dans ce secteur. Cette entrevue a permis d'aborder les grandes lignes de la politique pharmaceutique relatives notamment aux services de santé et à l'éducation thérapeutique à l'indicateur du pharmacien d'officine, à la professionnalisation du secteur de la distribution des produits pharmaceutiques et à l'amélioration et au renforcement de l'encadrement en pharma-

ciens à tous les niveaux de la chaîne des produits pharmaceutiques», selon un communiqué du ministère, rendu public hier. Une rencontre organisée dans le cadre du «cycle de rencontres de prise de contact du ministre avec l'ensemble des partenaires sociaux», destinée à privilégier les voies du dialogue entre la tutelle et le partenaire social dans l'objectif de stabiliser un secteur aussi névralgique que celui de la santé et éviter davantage de désagréments aux patients qui en pâtissent déjà suffisamment. A cet effet, «les questions relatives au renforcement du rôle du pharmacien d'officine ont été abordées dans la mesure où ce dernier joue véritablement le rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics dans la chaîne des

soins», indique le même communiqué. Il s'agit tout particulièrement d'éviter le recours au débrayage ce qui plongerait le secteur dans le pourrissement. Pour s'en prémunir, le nouveau ministre fait montre d'une grande disponibilité à l'égard des professionnels de son secteur, ce qui est d'essence à apaiser des relations autrefois très précaires entre les syndicats et la tutelle. Pour preuve, la rencontre d'hier «a été l'occasion de réaffirmer l'importance du dialogue responsable à tous les niveaux dans le cadre du renforcement et de l'amélioration des capacités de prise en charge de la santé publique», souligne le communiqué du ministère. C'est ce qui ressort, grosso modo, de l'entrevue entre le ministre

Hasbellaoui et les représentants syndicaux dont une délégation du Snapo conduite par son président Messaoud Belambri. Pour rappel, ce syndicat a décidé, à l'issue d'une session extraordinaire de son bureau national, tenue le 2 juillet dernier, de recourir à une grève nationale le 12 juillet prochain. Les pharmaciens évoquent l'annulation de la majoration de la marge bénéficiaire décidée par les organismes de la sécurité sociale et la pénurie de certains médicaments. Néanmoins, la mobilisation du ministère de la Santé conjuguée avec les récentes déclarations rassurantes du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pourraient bien dissuader les pharmaciens de recourir au débrayage. **M. A. C.**

## Coopération Messahel en visite en Italie à partir d'aujourd'hui

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, effectuera aujourd'hui et demain une visite en Italie s'inscrivant dans le cadre de «la poursuite et de l'approfondissement du dialogue politique et de la coopération entre les deux pays, liés par des relations fortes et denses», indique hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

A cette occasion, M. Messahel et son homologue italien, Angelino Alfano, procéderont à «une évaluation de la coopération bilatérale dans la perspective de la tenue de la prochaine Réunion de haut niveau algéro-italienne, prévue avant la fin de l'année à Alger», précise-t-on de même source.

Les échanges porteront, aussi, sur «les questions régionales et internationales d'intérêt commun, en particulier la situation en Libye et au Mali, la lutte contre la migration clandestine, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ainsi que celles ayant trait à la stabilité et à la sécurité dans la région».

Par ailleurs, le vice-président de la commission des Affaires étrangères du Sénat italien, Paolo Corsini, a exprimé dimanche à Alger la volonté de son pays de développer davantage ses relations bilatérales avec l'Algérie dans divers domaines de coopération.

«Nous avons convenu de développer davantage les relations bilatérales avec l'Algérie dans de nombreux domaines, notamment aux plans économique et financier», a indiqué M. Corsini à l'issue d'une audience que lui a accordée le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Il a déclaré aussi, que cette occasion lui a permis de réaffirmer les liens d'amitié et de solidarité existant entre les peuples et gouvernements des deux pays.

Les entretiens ont porté aussi sur les questions de l'immigration et de la lutte antiterroriste ainsi que de la stabilité du bassin méditerranéen, a-t-il ajouté. Auparavant, M. Corsini, en visite officielle en Algérie, avait été reçu par le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah.

R. N.

Conflit Cevital/ Port de Béjaïa

## Des solutions existent selon le FFS

Par Rachid Chihab

Le Front des forces socialistes (FFS), a rendu public hier, les conclusions de la médiation qu'il a menée durant ces dernières semaines entre le groupe privé Cevital et la direction générale de l'Entreprise portuaire de Béjaïa (Béjaïa), au sujet du conflit qui oppose les deux parties sur l'implantation d'une unité de trituration de graines oléagineuses dans le périmètre du port.

Dans son document, le FFS affirme que des issues à cette crise sont possibles sans que les deux parties ne se sentent lésées. Autrement, des solutions qui per-

mettent à tout le monde de sortir gagnant sont envisageables. «Les responsables du FFS au niveau de la wilaya de Béjaïa ont rencontré le directeur de l'entreprise portuaire de Béjaïa (EPB), M. Djelloul Achour, et le patron du groupe Cevital, Issad Rebrab, dans le but d'avoir des éléments d'informations sur la polémique au sujet du projet de réalisation d'une usine de trituration de graines oléagineuses», indique le communiqué du parti posté sur son site Web.

Selon le document en question, des discussions avec les deux parties, les responsables locaux du parti ont pu faire le constat de deux problèmes. Le premier est celui de

l'implantation de l'usine au niveau du port de Béjaïa sur lequel le directeur du port a avancé plusieurs arguments dont celui de la saturation de l'espace portuaire, ajoute la même source. Elle ajoute : «Cette question, soluble au regard des discussions avec M. Issad Rebrab, ne doit pas justifier l'autre problème, celui du refus de traiter et de décharger les navires transportant les équipements destinés à l'usine de trituration».

D'après le Front des forces socialistes, il s'est montré flexible quant au lieu de l'implantation de sa future usine. «Le patron de Cevital a déclaré ne pas faire de l'implantation de l'usine au niveau du port

une exigence dans le cas où la surface réservée à l'intérieur du complexe ne répond pas aux exigences et normes. Le groupe Cevital a indiqué qu'une deuxième solution est envisagée pour implanter l'unité de trituration dans un terrain privé acquis à l'extérieur du complexe», affirme le communiqué. Pour le plus vieux parti de l'opposition, cette disposition pourrait constituer une issue définitive pour cette crise qui a trop duré. Le FFS fait savoir aussi, que le patron de Cevital s'est même engagé par écrit à décharger et évacuer ses équipements dans un délai de 48 h et à mettre à la disposition du port les grues nécessaires à cet effet. «M. Issad Rebrab

a fait visiter aux membres de la délégation du FFS le complexe, les différentes raffineries ainsi qu'un terrain nu acquis chez un privé à l'extérieur du complexe. Tous ces éléments recueillis auprès des parties montrent qu'il n'existe pas de problème insoluble et qu'il suffit, dans le respect de la loi, de faire preuve de bonne volonté», précise le parti.

Enfin, les responsables du FFS ont tenu à réaffirmer la position de leur parti en faveur de la promotion et le développement de l'investissement public et privé dans le respect de l'équité et des lois en vigueur sur l'ensemble du territoire national.

R. C.

Jeunes entrepreneurs de l'ANSEJ et de de la CNAC

# L'effacement des dettes définitivement écarté

L'effacement des dettes des jeunes entrepreneurs ayant contracté des crédits dans le cadre de l'Ansej et de la Cnac est complètement écarté. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, s'exprimant sur le sujet a affirmé que «les mesures d'accompagnement au profit de certains jeunes entrepreneurs consistent notamment en le rééchelonnement de la dette et l'annulation des pénalités de retard», précisant que «cela ne signifie pas l'effacement des dettes».



Par Massi Salami

**S'**exprimant en marge de la réunion nationale des directeurs des organes de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), il a affirmé que plusieurs mesures ont été prises au profit de certains jeunes entrepreneurs qui ont bénéficié du soutien des dispositifs publics pour créer

des micro-entreprises et qui ont rencontré des difficultés, ajoutant qu'ils bénéficieront, à ce titre, d'un accompagnement spécial consistant en «le rééchelonnement des dettes contractées pour la réalisation de leurs projets». Mais, a-t-il affirmé, «cela ne veut pas dire l'effacement de la dette, une mesure qui va, selon lui, à l'encontre des principes de partenariat et de l'esprit d'autonomie». La déclaration du ministre vient mettre un terme à des rumeurs et de faux

espoir quant à un éventuel effacement des dettes nourris par de jeunes entrepreneurs.

Le ministre a ajouté que ces mesures d'accompagnement prises par les banques concernées en partenariat avec les dispositifs du soutien à l'emploi, l'Ansej et la Cnac ne concernent pas tous les jeunes entrepreneurs, mais uniquement ceux dont les projets ont bénéficié d'un financement avant mars 2011. Ces derniers, détaille-t-il, n'ont pas profité des facilités et des avan-

tages accordés après cette date.

M. Zemali a indiqué, par ailleurs, qu'un grand nombre de jeunes entrepreneurs se sont acquittés des crédits qui leur ont été alloués dans le cadre de la création des micro-entreprises, soulignant que 60% des crédits remboursés en 2016 ont été exploités pour le financement de nouveaux projets.

Il a également rappelé que des mesures d'accompagnement sont prévues pour l'application des dispositions d'un article du code des Marchés publics qui prévoit de consacrer 20% de la commande publique locale au profit des micro-entreprises créées dans le cadre des dispositifs publics, afin d'assurer leur pérennité. Une mesure, faut-il le rappeler, saluée par les jeunes entrepreneurs, mais sans qu'elle ne soit systématiquement appliquée. Ce qui a, en conséquence, plongé de nombreuses entreprises dans la crise.

Sur un autre plan, le ministre a déclaré que «le recrutement au sein de l'administration n'a pas été gelé», précisant que l'on encourage le placement des demandeurs d'emploi dans le secteur économique à travers les entreprises qui contribuent grandement à la création de richesses et d'emplois. Le ministre a ajouté que «le recrutement dans l'administration se fait en fonction des besoins exprimés». S'agissant des jeunes bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle, le ministre a indiqué que la priorité est accordée à cette catégorie dans les opérations de recrutement. **M.S.**

## Extension du tramway de Constantine Zaâlane insiste sur le respect des délais

Le ministre des Travaux publics et du Transport, Abdelghani Zaâlane, a souligné, à Constantine, la nécessité de livrer, en août 2018, la première tranche du projet d'extension du tramway de Constantine (de la station de Zouaghi Slimane à l'entrée de la nouvelle ville Ali Mendjeli).

La seconde tranche de ce projet qui s'étend de l'entrée d'Ali Mendjeli à l'université Constantine 2 Abdelhamid Mehri, sera réceptionnée «vers la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2019», a souligné le ministre lors de l'inspection du chantier d'extension du tramway à l'entrée de la nouvelle ville.

Les deux tranches de cette extension, totalisant une distance globale de 10,35 km et comprenant 12 stations, sont prévues dans un délai de 35 mois et nécessitent une enveloppe financière de 27,7 milliards de DA, selon les explications données sur site par les responsables concernés.

Considérant que la rentabilité économique de ce projet est «garantie à 100 %», le ministre a aussi mis l'accent sur l'importance sociale de ce projet qui raccordera le chef-lieu de wilaya à la ville Ali Mendjeli, permettant une meilleure mobilité des citoyens et un allègement de la tension sur le trafic automobile entre les deux villes.

Au total, 24 rames supplémentaires sont en outre prévues pour cette extension et s'ajouteront aux 27 rames du tramway actuellement opérationnelles sur la ligne Benabdelmalek Ramdane-Zouaghi Slimane sur un linéaire de 8,1 km.

L. M.

Selon le ministre du Travail

# La commission des métiers à haute pénibilité installée «prochainement»

**L**e ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a indiqué à Alger, que la commission relative aux métiers à haute pénibilité prévue par la nouvelle loi sur la retraite sera installée «prochainement».

«La commission relative aux métiers à haute pénibilité sera installée prochainement», a précisé le ministre dans une déclaration à la presse en marge de la rencontre nationale des directeurs des structures de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et de la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac).

M. Zemali a souligné l'importance du travail technique et scientifique que nécessite ce dossier, appelant à «ne pas se précipiter» concernant cette question.

«Il faut prendre le temps nécessaire pour la préparation de la plateforme des métiers à haute pénibilité» avant de la soumettre aux partenaires pour examen et enrichissement», a-t-il insisté.

Evoquant la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage, le ministre a précisé que le Plan d'action du gouvernement visait à «renforcer l'investissement dans les secteurs créateurs d'emplois tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme et l'artisanat».

Concernant la contribution des dispositifs publics de promotion de l'emploi, qu'il s'agisse d'emploi salarié ou de la création d'activités par les jeunes promoteurs et les chômeurs porteurs de projets, M. Zemali a précisé que le gouvernement orientera ses efforts, notamment vers «la poursuite de la modernisation et du renforcement du service public d'emploi et l'amélioration des synergies entre les différents intervenants dans la gestion du marché de l'emploi en favorisant le rapprochement entre l'offre et la demande de travail».

Dans ce cadre, il a fait savoir que l'objectif assigné à l'Anem pour l'exercice 2017 prévoyait «le placement de 400 000 demandeurs d'emploi, l'insertion de

44 200 jeunes primo demandeurs dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip) et le recrutement de 30 000 jeunes primo demandeurs dans le cadre du Contrat de travail aidé (CTA).

Afin d'améliorer la contribution des dispositifs d'emploi à la croissance et au développement économique, M. Zemali a appelé les responsables de l'emploi à «renforcer la relation avec les secteurs formateurs pour encourager les profils qui peuvent déboucher sur la création d'activité et orienter la création d'activité vers la prise en charge des besoins locaux pour une meilleure contribution au développement local».

Le ministre les a également appelés à «renforcer l'accompagnement post-crédation pour soutenir les micro-entreprises créées et suivre l'application des dispositions de l'article 87 du Code des marchés publics qui prévoit la réservation de 20% de la commande publique au profit des

jeunes promoteurs et des chômeurs promoteurs».

Le ministre a insisté sur la nécessité de «poursuivre les mesures visant l'orientation du dispositif vers les secteurs créateurs de richesses et d'emploi, ainsi que vers les jeunes formés et possédant des qualifications et d'oeuvrer à l'orientation des micro-entreprises vers la valorisation des potentialités locales, d'une part, et le développement des activités à haute composante technologiques, d'autre part.

Il a également souligné la nécessité de «renforcer la relation entre les autorités locales et les différents organismes du secteur du travail et de l'emploi en vue de dresser un état des besoins susceptibles d'être pris en charge par le biais des micro-entreprises et de veiller à poursuivre les programmes engagés en matière d'amélioration des conditions d'accueil des citoyens».

Dans ce contexte, M. Zemali a

souligné l'importance d'une formation appropriée des personnels chargés de l'orientation et de l'accueil dans le cadre du programme sectoriel visant l'amélioration du service public pour une meilleure prise en charge des préoccupations des jeunes avec une exploitation rationnelle des ressources humaines et matérielles, notamment en matière de suivi et d'accompagnement post-crédation des micro-entreprises.

Le ministre a annoncé qu'un projet d'élaboration d'une cartographie des activités et des métiers est en cours pour faciliter la création de micro-entreprises, en sus du projet d'élaboration d'une plateforme et d'un annuaire sur les start-up en vue de créer un partenariat entre ces entreprises.

Un accord de coopération entre l'Ansej et la Cnac a été signé lors de cette rencontre pour, notamment éviter que les bénéficiaires n'accèdent aux deux dispositifs à la fois.

H. M.

A la veille de la conférence de l'Opep le 24 juillet

# Moscou prévoit un baril à 60 dollars

**Venant d'un poids lourd du marché pétrolier, cela ne peut que rassurer les autres producteurs. Le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak, a déclaré, hier, que l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, de la Russie et d'autres producteurs pour réduire la production de pétrole a «réduit la volatilité des prix et épongé une partie des surstocks, de sorte qu'aucune mesure supplémentaire immédiate n'est nécessaire pour soutenir les prix».**



Par Amine Bensafi

Le ministre a également déclaré qu'il était possible d'augmenter le prix du pétrole à partir des niveaux actuels et que 50 à 60 dollars, ce qui serait une valeur «juste» pour le baril, après que le marché de référence Brent ait chuté de 20% au premier semestre. Il se négocie maintenant à environ 48 dollars. Rappelons que l'Opep et d'autres producteurs, dirigés par la Russie, ont convenu à Alger de réduire la production de près de 1,8 million de barils par jour à partir de janvier cette année pour freiner les stocks et les prix de soutien.

L'accord, initialement prévu pour 6 mois, a été reconduit jusqu'en mars 2018. Malgré l'initiative, les prix du pétrole ont enregistré un important recul au premier semestre de cette année, surtout que les réductions de l'offre menées par l'Opep ont été compromises par la hausse de la production aux Etats-Unis et par d'autres producteurs non liés par le pacte mondial. Certains analystes du marché ont suggéré des Etats de l'Opep, la Russie et leurs alliés pourraient maintenant avoir besoin de mettre en œuvre «des étapes supplémentaires», comme l'approfondissement des coupes ou leur extension au-delà de mars 2018. Bien que les prix

du pétrole soient maintenant arrivés près des niveaux de novembre, avant que l'Opep n'ait annoncé son plan de réduction de la production, ils sont encore bien au-dessus de 27 dollars atteints au début de 2016. Autre fait encourageant, les stocks dans les pays industrialisés devraient enregistrer une diminution par rapport à la moyenne de cinq ans, grâce à la décision de l'Opep et de ses alliés d'étendre les délais d'approvisionnement du premier semestre 2017 au premier trimestre de 2018.

En attendant, le Comité mixte de suivi ministériel de l'Opep et hors Opep, mis en place pour surveiller le pacte mondial d'approvi-

sionnement, devra se réunir le 24 juillet dans la ville russe de Saint-Petersbourg. Les ministres de l'Algérie, de la Russie, d'Oman, du Venezuela, du Koweït et de l'Arabie Saoudite, aux côtés du secrétaire général de l'Opep, vont y assister. Présentement, l'Opep et ses alliés font face à un défi des producteurs de schistes des Etats-Unis, qui ont accru la production à mesure que les prix du pétrole ont augmenté de 2016. En outre, la Libye et le Nigéria, deux membres de l'Opep qui sont exemptés des compressions, ont également poussé la production.

A.B.

Mascara

## Entrée en production prochaine de 19 projets d'investissement

Quelque 19 projets d'investissement, implantés dans la zone industrielle de Mascara, entreront en production avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris samedi du directeur local de l'industrie et des mines de la wilaya de Mascara. Ces 19 projets parmi les 69 en cours de réalisation à la zone industrielle de Mascara enregistrent un taux de dépassement de leurs travaux de l'ordre de 70%. Il est attendu leur achèvement durant le 4ème trimestre de l'année en cours pour entrer en phase de production avant la fin de l'année, a-t-on indiqué. Ces projets concernent plusieurs secteurs comme les industries du plastique, du caoutchouc, du bois, du papier, le bâtiment, les travaux publics et l'agroalimentaire entre autres. Les investisseurs avaient bénéficié d'assiettes foncières au sein de la zone industrielle comme soutien de la part des autorités de la wilaya.

Par ailleurs, le même responsable a rappelé que 88 projets représentant un investissement de 20 milliards de DA ont été lancés depuis 2011 au niveau de la zone industrielle de Mascara. Quinze projets sont déjà entrés en production dont une usine d'aliments du bétail et de farine, inaugurée mercredi dernier à l'occasion de la célébration de la double Fête de l'indépendance et de la jeunesse. Il s'agit de 20 projets en secteur des services fournissant 640 emplois, 20 projets du secteur des industries (1 791 postes), 15 projets du secteur des industries alimentaires (537 emplois), sept projets en chimie, plastique, caoutchouc (311 emplois), 16 en production des matériaux de construction (4 267 emplois).

R. O.

En prévision de la session de septembre

## De nouvelles places de formation

Quelque 1 815 nouvelles places de formation seront offertes dans la wilaya d'Illizi à la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session de septembre), a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l'enseignement et de la formation professionnelle (Defp). Ces places se répartissent sur les différents modes de formation, dont la formation résidentielle (560 places), l'apprentissage (525), la formation en milieu rural (400), la formation passerelle et les cours du soir (140), a précisé le chef de service de l'apprentissage et des relations avec les employeurs et partenaires, Mohamed Ammari. La formation de la femme au foyer s'est vue accorder 200 postes, la formation qualifiante 90 en plus de 60 postes pour la formation de techniciens supérieurs à travers les différents établissements de la formation à Illizi, a-t-il ajouté. La nomenclature de la formation sera étoffée, lors de la prochaine session, par l'ouverture de quatre nouvelles spécialités de formation de technicien supérieur (TS) d'hygiène, sécurité et environnement (HSE) au centre de formation professionnelle de la commune de Debdeb, de TS conducteur de travaux à l'Institut spécialisé de la formation professionnelle Brahim Ag-Bakkeda de Djanet, technicien en électronique-auto au centre de formation Ahmed Zabana d'Illizi, en plus de la formation de techniciens en jardinage et espaces verts, selon la même source. L'opération d'inscription a été lancée dimanche à travers les différents établissements de la formation de la wilaya, et pour laquelle ont été mobilisés les moyens humains et matériels nécessaires afin d'attirer le plus grand nombre de stagiaires. Un riche programme de sensibilisation et de vulgarisation des différentes spécialités de formation dispensées a été élaboré par la DEFP, en plus de l'animation d'émissions radio-phoniques, l'exploitation des réseaux sociaux et le placardage d'affiches d'explication à travers les sites et places publics, a indiqué M.Ammari. Le secteur de la formation professionnelle compte dans la wilaya d'Illizi six centres de formation, un institut spécialisé de la formation professionnelle (Insfp) à Djanet, en plus d'un nouvel Insfp à réceptionner prochainement dans la commune d'Illizi ainsi que d'un centre de formation dans la commune de Bordj Omar Driss, a-t-il fait savoir.

F. L.

Tassili Airlines-Boeing

# Contrat de 300 millions de dollars pour l'achat de trois avions

La compagnie aérienne Tassili Airlines (TAL) a signé, hier à Alger, un protocole d'accord avec le constructeur aéronautique américain Boeing pour l'acquisition de trois appareils de type 737/800.

D'une capacité de 155 sièges chacun, ces trois appareils devraient être réceptionnés durant le deuxième semestre 2018.

Ce contrat d'un montant global de 294 millions de dollars a été paraphé par le P-DG de cette compagnie aérienne (filiale à

100% de Sonatrach), Belkacem Harchaoui, et le vice-président de Boeing pour la région Afrique et Amérique latine, Van Rex Gallard.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des ministres, respectivement, de l'Energie, Mustapha Guitouni, et des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, du P-DG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid Sidi Saïd, ainsi que

de l'ambassadrice des Etats-Unis, Mme Joan Polaschik. Ce marché a été décroché par Boeing à l'issue d'un appel d'offres national et international, a précisé le P-DG de TAL à la presse.

Possédant actuellement une flotte de 12 avions de divers types (Boeing-Bombardier), la compagnie TAL a été créée en 1998 dans le cadre d'un joint-venture entre Sonatrach et la compagnie Air Algérie avant de devenir une filiale à 100% de ce groupe pétrolier public depuis 2005.

H. Y.

Piratage des canalisations d'eau potable

# Le gouvernement décide de sévir

Une réflexion est actuellement engagée sur les modalités de renforcer la police des eaux pour rétablir l'autorité de l'Etat dans ce domaine et éviter le phénomène des fuites d'eau et du piratage des canalisations d'eau potable, a fait savoir le ministre des Ressources en eau.



Par Karima Nacer

La détection et la réduction des fuites sur les réseaux d'eau constituent des enjeux majeurs pour le département des ressources en eau. Selon le premier responsable du secteur, plus de 6 000 cas de raccordement illicite aux réseaux d'alimentation en eau potable ont été enregistrés durant le premier semestre 2017, dont 3 400 cas ont été traités et 2 600 autres déferés à la justice. Près de 80 000 fuites ont été réparées durant la même période, ce qui a permis la récupération de près de 8 millions de mètres cubes, selon les statistiques du ministère.

Pour parvenir à mettre fin à ce phénomène, le ministre compte intensifier les efforts en engageant une réflexion sur les modalités de renforcer la police des eaux pour rétablir l'autorité de l'Etat dans ce domaine.

## Les factures impayées des communes s'élèvent à 14 milliards de DA

Les redevances de l'Algérienne des eaux (ADE) auprès des communes sont estimées à 14 milliards de DA, a révélé, le ministre des Ressources en eau, Hocine

Necib. Il a assuré que le problème était en voie de règlement, précisant que les parties concernées avaient convenu des formules de paiement.

Le département ministériel de Necib a pris la décision d'élargir le champ d'exploitation de l'ADE dans le but d'unifier les systèmes de gestion du réseau au niveau national, à améliorer les prestations, à assurer un service professionnel et à réduire les charges qui pèsent sur les communes. Tous les réseaux d'eau potable gérés par les services communaux à travers 567 communes seront désormais pris en charge par l'Algérienne des eaux (ADE) d'ici à deux ans. «Il a été convenu, en coordination avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, d'intégrer le service public de l'eau potable, assuré par les services communaux, dans l'Algérienne des eaux d'ici à deux ans», a précisé le ministre lors d'une rencontre nationale des cadres du secteur des ressources en eau.

Pour ce faire, la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et les plans de développement des communes seront mis à contribution, a-t-il ajouté. Actuellement, les réseaux d'eau potable sont gérés par l'ADE dans 851 communes (26 millions de citoyens), par des sociétés par

actions (plus de 7 millions de citoyens) dans 123 communes et par les services communaux dans 567 communes (près de 7 millions de citoyens).

## L'augmentation de la facture n'est pas à écarter

Concernant l'éventualité d'augmenter les tarifs de l'eau, le ministre a indiqué qu'aucune décision n'a été prise dans ce sens. «Aucun changement n'est annoncé pour le moment concernant la tarification de l'eau. Mais dans le cadre de la démarche du gouvernement de revoir l'allocation des produits de base subventionnés, l'augmentation du prix de l'eau n'est pas écartée. Ce qui est sûr, elle se fera dans un cadre global et d'équité». «La décision de réviser les prix n'est pas de notre ressort exclusif, car explique le ministre, il s'agit là d'un produit subventionné». Une telle décision doit intervenir dans un cadre global que doit assurer le gouvernement pour revoir les méthodes de subventionnement à travers une stratégie concertée garantissant la justice sociale, a précisé le ministre.

Concernant le développement du réseau des infrastructures de base dans le secteur des ressources en eau, le ministre a précisé que neuf nouveaux barrages d'une capacité

de stockage de 500 millions de mètres cubes seront réceptionnés à la fin 2018.

L'Algérie compte actuellement 75 barrages d'une capacité de stockage de plus de 8 milliards de mètres cubes auxquels s'ajoutent 11 stations de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de plus de 2 millions de mètres cubes par jour et 177 stations de traitement des eaux usées.

Malgré les investissements pour un montant dépassant les 3 000 milliards de dinars depuis 1999, certaines régions, notamment rurales et montagneuses, continuent de connaître des perturbations dans l'alimentation en eau potable, a dit le ministre, rappelant que l'alimentation régulière en eau potable comptait parmi les priorités du secteur.

Près de 73% de la population est approvisionnée quotidiennement en eau potable, contre 14% qui en bénéficie tous les deux jours et 13% tous les trois jours, selon les chiffres avancés par le ministère.

Pour atteindre cet objectif, Hocine Necib a insisté sur l'importance de hâter la réalisation des programmes d'investissement dans le secteur, notamment les grandes transformations devant profiter à plus de 7 millions d'habitants, et la modernisation des canalisations en oeuvrant à lutter contre les points noirs. Selon le ministre, le recul des revenus financiers de l'Algérie n'aura pas d'incidence sur le financement des projets arrêtés inscrits parmi les priorités du Plan d'action du gouvernement, adopté récemment par le Parlement. Bien que le niveau des dépenses adopté par le secteur durant les années précédentes ne sera pas maintenu, néanmoins, le financement des investissements visant à assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable sera assuré.

Au sujet de l'irrigation agricole, le ministre a annoncé l'élaboration d'une feuille de route pour la création de nouvelles surfaces irriguées, en concertation avec le ministère de l'Agriculture.

K.N.

En période de conflit civil et de sécheresse

## L'insécurité alimentaire représente un plus grand défi

Les bonnes récoltes agricoles obtenues dans certaines régions du monde ont permis de maintenir les stocks alimentaires mondiaux, selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les Perspectives de récolte et la situation alimentaire, soulignant que les crises prolongées et les troubles ont contribué à gonfler les rangs des personnes déplacées et souffrant de la faim ailleurs. Toujours d'après le rapport, «quelque 37 pays, dont 26 en Afrique, ont besoin d'aide alimentaire externe». Le rapport indique également que «les conflits civils sont toujours le principal facteur conduisant à une situation d'insécurité alimentaire grave, comme cela est le cas au Soudan du Sud où sévit la famine, ainsi qu'au Yémen et dans le nord du Nigéria où il existe un risque élevé de famine localisée».

«Les mauvaises conditions météorologiques tendent à aggraver le risque de famine en Somalie», a-t-on noté. Les réfugiés ayant fui les troubles civils dans des pays tels que l'Irak, la Syrie et la République centrafricaine exercent une pression supplémentaire sur les stocks alimentaires des communautés hôtes, souligne le rapport du FAO. Selon les estimations, près de 5,5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave au Soudan du Sud, où les prix du maïs et du sorgho sont quatre fois plus élevés qu'en avril 2016. En Somalie, près de 3,2 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire et agricole d'urgence, tandis qu'ils sont 17 millions à en avoir besoin au Yémen. Dans le nord du Nigéria, 7,1 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire grave, en raison des perturbations provoquées par les conflits, et sans doute davantage seront amenés à connaître une situation moins désastreuse, mais feront face à des conditions stressantes. «Les 37 pays ayant actuellement besoin d'une aide alimentaire extérieure sont l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo, la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie, la Guinée, Haïti, l'Irak, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Birmanie, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, le Swaziland, la Syrie, l'Ouganda, le Yémen et le Zimbabwe», selon le rapport.

K. Y.

Alors que celles des véhicules de transports ont baissé

# Les importations de véhicules de tourisme en hausse

Par S. A. Mohamed

En dépit de la réduction drastique du contingent quantitatif d'importation des véhicules de tourisme, la facture d'importation pour les cinq premiers mois de l'année en cours a connu une hausse de plus de 5%.

Selon les Douanes algériennes citées par l'APS, la facture d'importation des véhicules de tourisme s'est établie à 530,8 millions de dollars durant les cinq premiers mois de l'année 2017, contre 504,02 millions de dollars sur la même période de l'année 2016, soit une hausse de 5,31%. Par contre, la facture

d'importation des véhicules de transport des personnes et de marchandises (classés dans le groupe des Biens d'équipement) a reculé en se chiffrant à 196,4 millions de dollars contre 263,45 millions de dollars, en recul de 25,45% entre les deux périodes de comparaison. Concernant les parties et accessoires des véhicules automobiles (classés en Biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a atteint 164,1 millions de dollars contre 171,53 millions de dollars, en baisse de 4,33%. Pour les pneumatiques neufs en caoutchouc, ils ont été importés pour un montant de 144,6

millions de dollars contre 181 millions de dollars, soit une baisse de 20,11%. Pour rappel, sur l'année 2016, le contingent quantitatif d'importation des véhicules de tourisme a été fixé à 98 374 unités dans le cadre des licences d'importation. La facture d'importation des véhicules de tourisme avait coûté près de 1,3 milliard de dollars en 2016 contre 2,04 milliards de dollars en 2015, soit une baisse de 36,61%. Il faut noter que cette hausse de plus de 5% est la première hausse depuis le début de l'année 2017. Durant le premier trimestre, selon toujours les Douanes, la facture d'importa-

tion des véhicules de tourisme s'était établie à 336,05 millions de dollars durant le premier trimestre de l'année 2017, contre 362,97 millions de dollars sur la même période de l'année 2016, soit une baisse de 7,42%, durant les quatre premiers mois de l'année, la facture s'était établie à 422,53 millions de dollars, contre 458,6 millions de dollars sur la même période de l'année 2016, soit une baisse de 7,87%. Quant aux véhicules de transport de personnes et de marchandises (classés dans le groupe des Biens d'équipement), leur facture d'importation s'est chiffrée à 190,7 millions de dollars contre

254,31 millions de dollars, en recul de 25,02% entre les deux périodes de comparaison. Concernant les parties et accessoires des véhicules automobiles (classés en Biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a atteint 126,22 millions de dollars contre 133,61 millions de dollars, soit une baisse de 5,53%. Pour les pneumatiques neufs en caoutchouc, ils ont été importés pour un montant de 42,25 millions de dollars durant les quatre premiers mois de l'année contre 42,7 millions de dollars à la même période en 2016, soit une baisse de 1,01%. S.A.M.

Lutte contre la pollution

# Des mesures prévues par le projet de loi de finances 2018

Des mesures fiscales sont prévues dans l'avant-projet de loi de finances 2018 pour renforcer la lutte contre la pollution provenant des déchets ménagers et industriels, a indiqué, samedi à Alger, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fatma Zohra Zerouati.



Intervenant lors de la réunion des cadres de secteur de l'environnement et des énergies renouvelables, la ministre a relevé que le maillon faible résidait, entre autres, dans la non collecte par les communes de la totalité de la fiscalité liée à la gestion des déchets, précisant que ce dysfonctionnement de recouvrement fiscal par les collectivités locales affectait la qualité de leur gestion des déchets.

Dans ce cadre, elle a avancé qu'il y aurait du nouveau dans l'avant-projet de loi de finances 2018 à travers des dispositions élaborées en consultation avec tous les secteurs concernés, en soulignant que le principe du «pollueur-payeur» sera consacré à travers ce texte.

En présence des cadres de son secteur, de parlementaires et des représentants de la société civile, Mme Zerouati a fait savoir qu'une évaluation de son secteur

avait été élaborée récemment, qui sera suivie par un programme le quel portera, selon elle, sur la prise en charge des organismes relevant du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, qui sont considérés comme des outils techniques chargés de l'application de la politique environnementale retenue.

Il est aussi question de développer les capacités institutionnelles à travers, notamment la participation de tous les ministères concernés, des acteurs économiques et de la société civile, a-t-elle ajouté.

Elle a également évoqué l'élaboration et l'exécution du programme national pour la gestion des déchets ménagers et assimilés ainsi que le plan d'action de gestion des déchets spéciaux.

D'autre part, la ministre a fait part, à travers les constats effectués au quotidien par la société

civile et les pouvoirs publics locaux, «d'insuffisances regrettables» concernant la prise en charge de certaines thématiques environnementales étroitement liées au cadre de vie du citoyen, et ce, par rapport à la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Ces préoccupations «doivent constituer un impératif pour les missions qui vous sont assignées à même de les prendre en charge au quotidien à travers une approche collégiale et consultative et d'inter-sectorialité avec toute sa dimension locale», a-t-elle préconisé.

S'agissant de volet relatif aux énergies renouvelables, la ministre a affirmé qu'il s'agissait d'un «défi majeur» pour le pays, ouvrant de nouveaux champs d'intervention et de mise en oeuvre et porteurs de dynamiques prometteuses que son département ministériel va conduire.

Dans ce sens, elle a rappelé que le nouveau modèle de relance économique faisait référence à des approches nouvelles dans ce domaine, à savoir la gestion des grands écosystèmes, le développement de l'économie verte intégrant l'économie circulaire et constituant un levier de relance économique grâce au gisement des filières économiques de valorisation et de recyclage et constituant un «terreau fertile» pour les partenariats publics-privés.

Cette rencontre des cadres de secteur de l'environnement et des énergies renouvelables a permis la tenue de plusieurs ateliers portant sur la fiscalité écologique, la biodiversité et son impact sur l'économie nationale, les énergies renouvelables, la lutte contre le changement climatique et l'amélioration du service public.

H. L.

Conseil mondial de la coopération douanière

## Plusieurs questions à l'ordre du jour

Le directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar, a pris part à Bruxelles aux travaux des 129<sup>ème</sup> et 130<sup>ème</sup> sessions du Conseil de coopération douanière de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD) sous la présidence de la Russie, a indiqué hier la direction générale des Douanes (DGD) dans un communiqué.

Plusieurs questions-clés figuraient à l'ordre du jour de cette réunion tenue du 6 au 8 juillet dans la capitale belge.

Il s'agit de la facilitation des échanges et le Programme Mercator de l'OMD qui vise à aider les pays membres à appliquer les dispositions de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) qui concernent la Douane, les initiatives en faveur de la sécurité, la lutte contre les flux financiers illicites, la coopération entre administrations douanière et fiscale et, surtout, les enjeux et les opportunités envisagés sous l'angle de la Douane.

Les membres du Conseil ont confirmé l'importance primordiale du renforcement des capacités, de la recherche et de l'échange de renseignements et d'informations, de la collaboration entre le secteur privé et toutes les agences concernées, de l'analyse des données et de l'utilisation d'autres outils technologiques de gestion du commerce pour en arriver à une gestion plus coordonnée des frontières.

Les directeurs généraux des services douaniers se sont accordés sur la voie à suivre, selon le secrétaire général de l'OMD.

Ainsi, les décisions «claires et pertinentes» qu'ils ont prises serviront de «fil conducteur aux programmes de travail et aux initiatives du secrétariat et en garantiront le succès, tout en répondant aux attentes de tous les membres de l'OMD et à celles de ses partenaires mondiaux».

Ces sessions ont été précédées par la réunion de coordination des directeurs généraux des Douanes de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'OMD (Mena-OMD) pour examiner les points inscrits à l'ordre du jour.

R. N.

### Félicitations



Bravo à toi **BOUAADAD NARDJES**, suite à ta réussite à l'examen avec passage en 6<sup>e</sup>. Ta famille, papa et maman, tes grands-parents, te félicitent de tout cœur et te souhaitent une bonne continuation dans ta scolarité à venir.

Encore bravo et merci

### Félicitations



Bravo à toi **ROUBAI HASSIBA ASMA**, suite à ta réussite à l'examen avec passage en BEM. Ta famille, papa et maman, tes grands-parents, te félicitent de tout cœur et te souhaitent une bonne continuation dans ta scolarité à venir.

Encore bravo et merci

Oran

## 2 000 policiers mobilisés pour la saison estivale

Quelque 2 000 policiers sont mobilisés dans la wilaya d'Oran dans le cadre du dispositif de sécurité spécial saison estivale plan Bleu, a-t-on appris samedi auprès des services de la Sûreté de wilaya.



Le chef de service de la sécurité publique, le commissaire principal Brahim Benamar, a indiqué, lors d'une conférence de presse, que le «dispositif plan Bleu est en réalité le renforcement et la continuité du dispositif mis en place durant le mois de Ramadhan».

Selon le commissaire principal, le dispositif, mis en place le 1<sup>er</sup> juillet, consiste en la sécurisation de 14 plages dont 11 dans la daïra

de Aïn El Turck et trois plages dans la daïra de Bousfer. La présence des policiers, a-t-il souligné, est quasi-permanente et ce, de 8 h jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Des policiers en tenue et en civil effectuent des tournées pédestres et motorisées tout au long de la journée pour veiller à la sécurité des estivants et de leurs biens.

Dans ce cadre, cinq postes de police en dur ont été installés au niveau de cinq plages de la daïra d'Aïn El Turck. Le reste du disposi-

tif est composé de brigades mobiles et pédestres.

D'autre part, la sécurité routière constitue l'un des points les plus importants du Plan bleu, a rappelé le chef de service de la sécurité publique, soulignant que trois groupes se relaient 24h/24 et 7J/7 en permanence au niveau des voies de la wilaya d'Oran pour veiller à la sécurité sur les routes, en plus des barrages fixes mis en place au niveau des points névralgiques du réseau routier de la

wilaya.

Par ailleurs, concernant le dispositif mis en place durant le mois de Ramadhan, le chef de service de la Police judiciaire, le commissaire principal Bouhafs, a indiqué que 800 personnes ont été interpellées durant le mois sacré dont 105 ont été arrêtées, car faisant l'objet de recherches et de mandats d'arrêt dans le cadre de différentes affaires. 66 autres personnes ont été arrêtées pour consommation de drogue et 67 pour différents autres délits.

Concernant la lutte contre les stupéfiants, durant le mois de Ramadhan, le même officier a fait part de la saisie de 103 kg de kif traité et 1 031 comprimés psychotropes. 113 personnes ont été présentées au parquet.

Pour le mois du Ramadhan et la saison estivale, huit brigades mobiles de police judiciaire (Bmpj) ont été mises en place, a-t-on indi-

qué. Par ailleurs, une visite guidée a été organisée à l'attention des médias au niveau de quelques plages de la daïra de Aïn El Turck pour constater de visu le dispositif mis en place pour la sécurité des estivants.

Ce dispositif est composé de trois équipes se relayant toutes les huit heures afin d'assurer une sécurité optimale aux vacanciers.

M. O.

Pour sensibiliser les écoliers sur l'environnement marin à Oran

## Deux classes pédagogiques seront lancées en septembre

L'association oranaise Les amis de la mer vient de finaliser les procédures pour lancer deux classes pédagogiques pour sensibiliser les écoliers sur les dangers de la pollution et l'importance de la préservation de l'environnement marin, a-t-on appris des initiateurs du projet.

Ces deux classes, de 30 élèves chacune, aménagées au niveau du siège de l'association, situé au port d'Oran, accueilleront les élèves des trois paliers, de différents établissements scolaires d'Oran et même

des wilayas avoisinantes, a indiqué Houari Belayachi, président de cette association. Ces classes seront encadrées par des enseignants universitaires, a-t-il noté, ajoutant que les cours seront animés avec le concours de l'université d'Oran et de la direction de l'éducation.

Le programme de sensibilisation sera dispensé chaque samedi et mardi après-midi, tout au long de l'année scolaire. Il touchera des thèmes en rapport avec la pollution des fonds marins, la durée de dégrada-

tion de différents matériaux comme le plastique, l'importance de la préservation de la faune et la flore marine, etc.

«Nous constatons une pollution de plus en plus accrue au niveau de l'environnement marin à Oran, ce qui nous a mené à réfléchir à cette classe pédagogique, qui consiste à sensibiliser nos enfants, les hommes de demain, sur ces questions environnementales», a souligné M. Belayachi.

H. M.

Aïn Defla

## Les futurs hadjis dans l'extase

Des citoyens de Aïn Defla tirés au sort lors de l'opération relative au hadj organisée samedi à l'initiative du Président de la République ont fait part de leur incommensurable joie de voir enfin leur rêve de se rendre aux Lieux Saints de l'Islam se transformer en réalité.

Tout en saluant la décision du président de la république, Abdelaziz Bouteflika, d'octroyer des passeports aux septuagénaires ayant participé plus de 10 fois au tirage au sort du Hadj, des citoyens, dont certains aspirent depuis plus de 20 ans à figurer dans la liste des heureux partants, ont affirmé que le geste du chef de l'Etat a permis à nombre de personnes de matérialiser le rêve de leur vie.

«Les mots ne suffisent pas pour décrire la joie que je ressens consécutivement à l'annonce de cette bonne nouvelle», lance, les larmes aux yeux, Hamadache Larbi, 76 ans, un citoyen de la commune de Rouina ayant pris part au tirage au sort pour la 17<sup>ème</sup> fois (depuis l'année 2000).

«Je n'ai pas baissé les bras et je n'ai jamais douté, ne serait-ce qu'un seul instant, car je crois en la destinée», a-t-il ajouté, affirmant que lui et ses compagnons tentent d'être les meilleurs ambassadeurs du pays dont ils s'efforceront de donner la meilleure image possible. Venu de la commune de Arrib, Chérifi Smail, un autre citoyen qui a participé, lui aussi, au tirage au sort depuis 17 ans, était aux anges une fois la nouvelle

connue, remerciant Dieu de lui avoir prêté vie jusqu'à ce qu'il puisse se rendre aux Lieux Saints de l'Islam. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, j'ai en ce moment une pensée pour mes proches qui ne font plus partie de ce monde et dont le rêve consistait justement à accomplir le Hadj, avoue-t-il la gorge nouée, émettant le souhait de voir la chance sourire aux personnes restantes lors du prochain tirage au sort.

Alors que nous pensions que le rêve consistant à effectuer le pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam s'est évaporé à jamais, ne voilà-t-il pas que cette décision du Président de la République est venue nous «ressusciter» et, par la même, chambouler toutes les données, renchérit, pour sa part,

Benhalima Kheira, 77 ans, originaire d'El Amra.

Prenant part au tirage au sort se rapportant au Hadj depuis 2004, elle a soutenu qu'elle se rendra aux Lieux Saints de l'Islam avec la ferme intention de prier avec ferveur et dévotion au pays et à toute la oumma afin que Dieu la fasse sortir de la fitna dans laquelle elle est otage. En guise de consolation et de réconfort à l'adresse d'un groupe de citoyens visiblement abattu de n'être pas tiré au sort, l'un des organisateurs de l'opération leur a fait savoir que nonobstant le résultat final, le plus important réside dans leur participation continue au tirage au sort laquelle atteste de leur volonté d'effectuer le pèlerinage. Le fait que «vous soyez inscrits au tirage au sort

depuis plusieurs années atteste de l'ardent désir qui vous habite en matière d'accomplissement du 5<sup>ème</sup> pilier de l'Islam et c'est cela le plus important», a-t-il lancé, leur rappelant que Dieu juge les gens en fonction des intentions dont ils sont animés».

Signalant que la wilaya de Aïn Defla a bénéficié d'un quota de 45 passeports (sur un nombre d'inscrits égal à 504), le directeur de la réglementation et des affaires générales (Drag), Tounsi Boudène, a, pour sa part, assuré que le tirage au sort abrité par la Maison de la culture Emir Abdelkader s'est déroulé dans la transparence la plus totale, félicitant au passage les personnes pour lesquelles la chance a souri.

R. N.

Bouira

## Les urgences de l'EPH de M'chedallah nécessitent une extension

Les services des urgences de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Kaci Yahia de M'chedallah (est de Bouira) nécessite une opération d'extension pour pouvoir prendre en charge le nombre croissant des patients qui affluent par centaines vers cette structure, a estimé samedi le directeur de l'Hôpital, Chergui Djamel. Actuellement, l'EPH est doté de toutes les commodités nécessaires et assure de grands services pour les patients qui viennent de toute la wilaya et même des wilayas limitrophes comme Bordj Bou Arréridj, M'sila, Béjaïa ainsi que Tizi Ozou et ce, malgré l'exiguïté de la structure qui nécessite une opération d'extension, a indiqué à l'APS, M. Chergui.

Selon le même responsable, les urgences de l'EPH de M'chedallah reçoit plus de 350 malades/jour ce qui crée parfois des scènes de débordement en raison de l'exiguïté des salles, dont la réalisation remonte à plusieurs années.

Vu son importance géographique puis qu'il est situé entre Bouira, Béjaïa, Tizi Ozou et Bordj Bou Arréridj, l'hôpital Kaci Yahia est considéré comme l'une des structures hospitalières assurant des soins de qualité et permanent au profit de patients.

En matière de personnel, M. Chergui a jugé aussi important de renforcer le corps médical de l'établissement, notamment en ce qui concerne les gynécologues. L'EPH de M'chedallah vient d'être doté d'un service de pédiatrie fonctionnant en 24h/24 et reçoit chaque jour des dizaines de jeunes mamans ainsi que leurs nouveau-nés, ce qui nécessite plus de couveuses, a expliqué M. Chergui.

Pour absorber le grand nombre de patients affluant vers cet hôpital, les autorités locales avaient engagé des travaux de réalisation d'un autre hôpital d'une capacité de 120 lits pour répondre aux grands besoins de la région en matière de soins médicaux.

H. M.



Constantine

# Travaux de réhabilitation du tunnel de Djebel El Ouahch



**Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a donné, samedi à Constantine, le coup d'envoi des travaux de réhabilitation du tunnel Djebel El Ouahch, une partie de l'autoroute Est-Ouest ayant subi un affaissement partiel en janvier 2014.**

« L'opération de réhabilitation de cette partie de l'autoroute Est-ouest a été confiée à l'entreprise nationale Cosider pour un délai de 24 mois (travaux) que nous comptons réduire tout en respectant les normes de sécurisation requises », a souligné le ministre lors d'un point de presse tenu en marge d'une visite de travail dans cette wilaya.

Mettant l'accent sur l'importance de ce tunnel dans la « rentabilisation de l'autoroute Est-ouest », du point de vue gain de temps notamment, M. Zaâlane a estimé qu'avec la réouverture de ce tunnel de 1.900 mètres, « le circuit initial de l'autoroute sera récupéré et la déviation de 13 km réalisée pour remédier à la fermeture de ce tunnel ne constituera plus qu'un choix » pour les automobilistes (de l'emprunter ou pas).

Le lancement de ce chantier a eu lieu après une expertise « minutieuse et approfondie réalisée par des professionnels de renommée », a précisé le ministre qui a mis l'accent sur l'expérience cumulée par Cosider dans le domaine de réalisation de routes et de tunnels notamment.

Sur place, le ministre qui a donné des instructions fermes à l'effet de respecter toutes les clauses techniques contenues dans le rapport d'investigation établi par les experts engagés dans ce sens, a insisté sur les critères de contrôle et de suivi ininterrompus devant accompagner tout le processus de mise à niveau de ce tunnel qui fait jonction entre les parties ouest et nord-est de la tranche orientale de l'autoroute Est-ouest reliant Constantine à El Tarf.

Le ministre a, par ailleurs, annoncé « l'ouverture, le 1er novembre 2017, du tube droit du tunnel du tronçon Constantine-Skikda de l'autoroute Est-ouest traversant Zighoud Youcef » (le tube gauche ayant déjà été ouvert).

Sur ce chantier, situé à cheval entre les communes de Zighoud Youcef (Constantine) et Ain Bouziane (Skikda), Abdelghani Zaâlane a donné des instructions pour renforcer et accélérer les travaux afin de permettre à l'autoroute Est-ouest de « battre son plein » sur les plans économique et social.

La wilaya de Constantine avait bénéficié de projets structurants dans le domai-

ne des travaux publics lui permettant de consolider son statut de capitale de l'Est algérien, a considéré le ministre, estimant qu'il s'agit là « d'acquis de première importance nécessitant juste quelques opérations pour les revaloriser et les préserver ».

Dans ce sens, M. Zaâlane qui avait procédé au lancement officiel des travaux de réalisation d'une station d'évacuation des eaux pour sécuriser le Transhumel Salah Bey du centre-ville de Constantine, a indiqué que l'Etat suit de près tous les imprévus ou autres anomalies.

Sur place, le ministre a donné des instructions à l'entreprise brésilienne engagée, à savoir Andrade Gutierrez, qui avait réalisé le viaduc, à l'effet de renforcer les moyens et les équipes afin de parvenir à réaliser le plus important des travaux avant la saison hivernale.

M. Zaâlane a également inspecté le chantier de réalisation d'un projet de raccordement de la RN 3 à l'autoroute Est-ouest, via Zighoud Youcef, d'une longueur de 7,2 km.

Le ministre avait entamé sa visite dans la wilaya par la visite de l'aéroport Mohamed Boudiaf et ses différentes structures et devra la clôturer par une visite sur le chantier de réalisation de la première ligne d'extension du tramway de Constantine depuis la station Zouaghi Slimane à la ville Ali Mendjeli sur plus de 10 km.

K. M.

## Deuxième édition du Salon national de la dinanderie

La deuxième édition du salon national de la dinanderie sera organisée lundi au palais de la culture Mohamed Laïd El Khalifa à Constantine, a-t-on appris samedi du directeur de la culture, Zitouni Aribi.

Pas moins de 30 artisans de Constantine, spécialisés dans l'artisanat traditionnel et la dinanderie, prendront part à cette manifestation organisée par l'association « El Baha » des arts et des cultures populaires et la direction de la culture, initiatrice de l'événement. Placé sous le slogan « Circa

le rayonnement de la civilisation », le salon, qui encourage les jeunes à verser dans l'artisanat traditionnel, se tiendra jusqu'au 23 juillet, a-t-on souligné, affirmant que ce rendez-vous culturel s'inscrit dans le cadre des activités programmées à l'occasion de la célébration de la 55<sup>e</sup> fête de l'indépendance et de la jeunesse.

Cette manifestation culturelle, dont la première édition a eu un grand succès, a pour objectif notamment l'application de la stratégie du ministère de tutelle visant l'in-

vestissement dans le secteur culturel, en accordant une dimension économique à la pratique de la dinanderie, en plus de la dimension sociale qu'elle revêt et celle de la protection du patrimoine de la ville.

La dinanderie est l'un des métiers les plus anciens. Il est en voie de disparition en raison de la hausse des prix de la matière première et la réticence des gens à l'acquisition des produits artisanaux, selon plusieurs artisans de la ville de Constantine.

L. C.

Du 9 au 11 juillet

## La DGSN organise une campagne de don de sang

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) organise du 9 au 11 juillet en cours une campagne de don de sang dans le cadre de son programme annuel, a indiqué samedi un communiqué de la DGSN. Cette initiative de solidarité à caractè-

re humanitaire s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation des citoyens à la nécessité du don de sang au profit des malades hospitalisés, a précisé la même source, assurant que toutes les conditions sont réunies et tous les moyens mobilisés pour le

bon déroulement de cette opération. Le don de sang est un acte volontaire, moral et humanitaire que les éléments de la police accomplissent volontairement pour sauver des vies humaines, ajoute-t-on de même source.

K. M.

Quota spécial du Hadj à Tlemcen

## Le doyen des inscrits tiré au sort à l'âge de 103 ans

Le doyen (103 ans) des inscrits sur la liste du quota spécial du Hadj 2017 pour la wilaya de Tlemcen, a été tiré au sort samedi à la faveur de la décision du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a constaté un journaliste de l'APS.

Il s'agit du centenaire Benaissa Abdelkader, né en 1914 à Maghnia (35 km de Tlemcen), et qui a déposé son dossier d'inscription au pèlerinage à plusieurs reprises, a indiqué le directeur local de la réglementation et des affaires générales (DRAG), Souana Benamar.

Le représentant de l'heureux élu a tenu à remercier, à l'instar des autres candidats tirés au sort, le Président de la République pour avoir décidé ce quota spécial pour les personnes âgées de 70 ans et plus et ayant déposé leurs dossiers durant dix années consécutives.

La wilaya de Tlemcen, a rappelé le DRAG, est concernée par l'attribution de 46 passeports de Hadj supplémentaires pour cette catégorie, pour un total 513 candidats au pèlerinage. Sur les 46 heureux élus, 13 sont des femmes. Cinq candidats supplémentaires ont été, également, tirés au sort, pour parer à toute éventualité.

Lors du premier tirage au sort effectué, mars dernier, la wilaya de Tlemcen a bénéficié, rappelle-t-on, de 620 passeports pour le pèlerinage 2017.

R. T.

Mostaganem

## Le parc d'attractions Mosta Land ouvrira ses portes jeudi

Le parc d'attractions et de loisirs « Mosta Land », implanté à Kharrouba (Est de Mostaganem) ouvrira ses portes jeudi prochain, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Ce parc sera inauguré, jeudi, parallèlement à l'ouverture de la 50<sup>e</sup> édition du Festival national du théâtre amateur, prévue du 13 au 19 juillet courant.

La réalisation de ce parc a nécessité une enveloppe de 200 millions DA puisée du budget de la wilaya. Il permettra la création de 500 emplois permanents et donnera une autre dimension à la wilaya de Mostaganem, devenue ces dernières années un véritable pôle touristique qui attire des millions d'estivants.

Cette importante infrastructure regroupe un zoo, un parc d'attractions et de jeux sur une surface de 57 has, un parc aquatique de 12 ha, une piste de patinage sur glace, trois restaurants, deux hôtels, un espace de jeux aquatiques pour enfants et adultes, une piscine, des commerces, des cafétérias et un parking de 5.000 places.

Le zoo renfermera 80 cages pour animaux, un parc aquatique, un aquarium, des plans d'eau pour oiseaux, des bassins pour reptiles, une pépinière et autres annexes dont un laboratoire médical, deux postes de sécurité et de la protection civile.

L. M.



# CONFLITS

Syrie

## Entrée en vigueur d'un accord de cessez-le-feu russo-américain

Un cessez-le-feu initié par un accord américano-russe est entré en vigueur hier dans trois provinces dans le sud-ouest de la Syrie en conflit, une nouvelle tentative de la communauté internationale de parvenir à un arrêt des combats après plus de six années de violences.



Cet accord de «désescalade» a été conclu vendredi par la Russie, les Etats-Unis et la Jordanie. Il vise à faire cesser les affrontements entre troupes gouvernementales et groupes rebelles dans la province de Deraa frontalière de la Jordanie et celle de Kouneitra. L'annonce de cet accord a été faite vendredi par le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, en marge du sommet du G20 à Hambourg après la première rencontre entre les présidents américain, Donald Trump et russe, Vladimir Poutine.

Le ministre d'Etat jordanien pour les relations avec les médias, Mohammad Momani, a dit que l'accord, qui entrera

en vigueur dimanche (hier), «implique de travailler au soutien du cessez-le-feu, dans les régions sud-ouest de la Syrie».

Il a ajouté que la Jordanie, les Etats-Unis et la Russie sont convenus que l'accord soit «une étape sur la voie d'autres efforts qui permettront d'apaiser la situation dans le sud de la Syrie et d'acheminer de l'aide humanitaire dans ces régions».

Les trois pays ont souligné que l'accord tentait de «créer un environnement favorable à l'élaboration d'une solution politique au conflit en Syrie, en s'appuyant sur les négociations de Genève et la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU, et à garantir l'unité et la souveraineté de la Syrie».

«La situation est globale-

ment calme sur les fronts dans les provinces de Deraa, Kouneitra et Soueida», a déclaré Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (Osdh).

Aucune annonce de cette trêve n'a été faite dans l'immédiat par les belligérants. Damas, avait elle, décrété dès lundi une trêve unilatérale de quelques jours dans le sud du pays, coïncidant avec la tenue de négociations avec les rebelles à Astana, la capitale kazakhe. Dans un premier temps, «la sécurité autour de cette zone sera assurée par des forces et moyens de la police militaire russe en coordination avec les Jordaniens et les

Américains», a expliqué Sergueï Lavrov.

### Le cessez-le-feu «un pas important» pour la paix

Le conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump a indiqué samedi que le cessez-le-feu dans le sud de la Syrie était une «priorité» pour les Etats-Unis et «un pas important» pour la paix. Les trois autres zones de désescalade se trouvent dans la région d'Idleb (nord-ouest), la province de Homs (centre) et l'enclave rebelle de la Ghouta orientale (banlieue est de Damas). Moscou estimait que cette «zone de désescalade» dans le sud du pays ne pouvait être mise en place qu'avec l'accord des Etats-Unis et de la Jordanie, pays frontalier de la Syrie. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a indiqué de son côté que l'accord incluait «la garantie d'un accès humanitaire et la mise en place de contacts entre l'opposition dans la région et un centre de contrôle qui sera établi dans la capitale jordanienne». Dans ce sens, un responsable du département d'Etat américain a indiqué que de nouvelles discussions seront nécessaires pour définir plusieurs aspects essentiels de cet accord, à commencer par le contrôle de son application.

Le conflit en Syrie, déclenché en 2011, a fait plus de 320 000 morts en six ans, selon des estimations. **R. I.**

Irak

## Le Premier ministre proclame la victoire dans Mossoul

Le Premier ministre irakien, Haider Al-Abadi, a proclamé hier la victoire dans Mossoul «libérée» à l'issue d'une bataille de près de neuf mois contre les terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), a indiqué son bureau dans un communiqué.

M. Abadi «arrive dans la ville libérée de Mossoul et félicite les combattants héroïques et le peuple irakien pour cette victoire majeure», indique le communiqué.

La reconquête de Mossoul, dont l'EI avait fait son principal bastion en Irak, est la plus importante victoire de l'Irak face à l'EI depuis que ce dernier s'était emparé en 2014 de vastes portions du territoire irakien.

Elle intervient au terme d'une offensive lancée le 17 octobre par les forces irakiennes, soutenues par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

Cette campagne a toutefois entraîné une crise humanitaire majeure, marquée par la fuite de centaines de milliers de civils selon l'ONU.

La reprise de la grande ville du nord de l'Irak ne marque pas pour autant la fin de la guerre contre le groupe ultraradical, responsable d'atrocités dans les zones sous son contrôle et d'attentats meurtriers dans le monde.

L'EI contrôle toujours quelques zones en Irak et des territoires dans l'est et le centre de la Syrie, où son fief Raqa est assiégé par des forces soutenues par Washington.

**G. H.**

Turquie

## Deux soldats tués dans le sud-est du pays

Deux soldats ont été tués, dans la nuit de samedi à dimanche, dans l'explosion d'une mine dans la province de Bitlis (sud-est de la Turquie), selon des sources de sécurité.

Un civil a été également blessé dans cette explosion de la mine plantée par les éléments du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en bordure de la route reliant Tavan et Hizan, selon les mêmes sources, qui font état du lancement d'une opération anti-terrorisme dans la région.

En outre, deux éléments de la guérilla ont été neutralisés après avoir tenté d'attaquer le poste de police chargé de la sécurité à l'entrée de l'aéroport Selahaddin Eyyubi de Hakkari (sud-est), province frontalière avec l'Irak et l'Iran.

Les forces de sécurité ont lancé, depuis la fin de 2015, une vaste opération sécuritaire en vue d'éliminer le PKK des zones urbaines. Près de 11.000 rebelles ont été neutralisés, depuis, à l'intérieur du pays et dans les raids aériens de l'aviation turque dans le nord de l'Irak (bases-arrières de la guérilla) et près de 1 200 membres des forces de sécurité (soldats, policiers et gardiens de village) et des civils ont été tués dans les attaques du PKK.

Ankara avait initié en automne 2012 un processus de réconciliation avec le PKK pour mettre fin au conflit armé de trois décennies ayant fait plus de 40 000 tués. Mais deux ans et demi plus tard, ce processus a volé en éclats avec la reprise des attaques contre les forces de sécurité après l'attentat-suicide de Suruç, le 20 juillet 2015, qui avait fait 34 tués parmi des sympathisants du mouvement kurde.

**H. M.**

Egypte

## 14 terroristes tués par la police dans la province d'Ismaïlia

La police égyptienne a tué 14 terroristes lors d'un échange de tirs dans une zone déserte dans la province d'Ismaïlia, a annoncé samedi le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Selon le communiqué, «des hommes armés figuraient parmi les éléments terroristes recher-

chés par la police pour leur participation à des opérations terroristes ciblant des policiers et des soldats dans la province du Sinaï Nord». «Après avoir obtenu l'autorisation de la poursuite, le 8 juillet la police a ciblé un camp d'entraînement dans la région désertique d'Ismaïlia. Une fois qu'ils ont trouvé que les forces de sécurité s'appro-

chaient, ils ont ouvert le feu et les forces de sécurité ont riposté, tuant 14 éléments terroristes», selon le communiqué de la police. Le raid des forces de sécurité intervient au lendemain d'un attentat terroriste dans la province du Sinaï Nord.

Depuis 2013, l'Egypte est confrontée à une vague d'attentats perpétrés à l'encontre des

forces de sécurité.

Ces attentats, principalement commis dans le Sinaï, ont coûté la vie à des centaines de soldats et de policiers.

Une branche du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI) établie dans la province du Sinaï a revendiqué la plupart de ces attentats.

**R. I.**

### Félicitations



Bravo à toi **BOUAADAD HASSNI**, suite à ta réussite à l'examen avec passage en 6°. Ta famille, papa et maman, tes grands-parents, te félicitent de tout cœur et te souhaitent une bonne continuation dans ta scolarité à venir.

**Encore bravo et merci**

### Félicitations

Bravo à toi **BOUAADAD MOHAMED**, suite à ta réussite à l'examen avec passage en 6°. Ta famille, papa et maman, tes grands-parents, te félicitent de tout cœur et te souhaitent une bonne continuation dans ta scolarité à venir.

**Encore bravo et merci**





Ghana

# Le pays se rêve en nouveau paradis du surf

**A Kokrobite, havre des rastas du Ghana, Brett Davies n'a qu'une envie: transformer cette ville côtière d'Afrique de l'ouest en un spot de surf mondialement connu et booster ainsi le secteur touristique et l'économie ghanéenne.**



"C e qu'il y a de plus merveilleux dans le fait de surfer au Ghana, c'est que nous avons des vagues de classe mondiale qui plaisent aux débutants et aux intermédiaires, le tout sur des plages désertes", s'enthousiasme Brett, propriétaire d'une école de surf dans ce paisible pays.

Difficile de mettre la main sur ce Britannique de 42 ans qui slalome sur la plage, parsemée de bateaux de pêcheurs enfoncés dans le sable, entre les rastafariens qui vendent des t-shirts bariolés et les

enfants qui s'amuse sur le rivage: tout doit être fin prêt pour la compétition internationale de surf qu'il organise chaque année.

Des surfeurs de 20 pays différents se sont ainsi déplacés à Kokrobite, à 30 km d'Accra, pour l'occasion, en juin.

Emmanuel Anseh chevauche les vagues, maniant adroitement sa planche pour attirer l'attention des juges installés sur un ponton en bois tourné vers l'océan.

Le jeune homme de 19 ans vient de Busua, près de la frontière ivoirienne, où Brett Davies a contribué à faire du surf un sport

populaire.

La première fois que ce jeune Ghanéen est monté sur une planche, cinq ans auparavant, il était "tellement heureux" que c'était "comme avoir une nouvelle petite amie", raconte-t-il.

Il aspire à représenter un jour son pays dans des compétitions à l'étranger et veut lui aussi faire du Ghana une destination privilégiée de surf.

## Un potentiel énorme

Avec 550 kilomètres de côtes préservées, des plages dorées

bordées d'arbres, "le surf a un potentiel énorme", explique Gilbert Abeiku Aggrey, un spécialiste du tourisme au Ghana. "Il y a encore tout à faire sur nos plages", ajoute-t-il.

Selon la Banque mondiale, 897.000 touristes ont visité ce pays en 2015, dix fois moins qu'en Afrique du Sud (8,9 millions).

Toutefois, le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC) -- qui regroupe une centaine d'entreprises du tourisme dans le monde dont des poids lourds du secteur -- estime que ce chiffre pourrait atteindre 1,3 million cette année, voire plus de 2 millions d'ici 2027.

En 2016, le tourisme a généré 1,3 milliard de dollars de recettes touristiques directes pour l'économie ghanéenne, l'équivalent de 3% du PIB annuel du pays.

Au Ghana, les touristes sont généralement attirés par les parcs nationaux et les nombreuses chutes d'eau, ainsi que les forts côtiers, anciens lieux de transit des esclaves pendant la traite négrière, à l'instar de celui de Cape Coast, un site inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco que l'ancien président des Etats-Unis Barack Obama avait visité en 2009.

Le coût élevé de l'hébergement et des transports au Ghana a toutefois souvent été accusé de faire fuir les touristes. Une nuit en chambre double dans un hôtel trois étoiles à Accra coûte en moyenne 100 dollars, tandis que les tarifs des vols en Afrique de

l'Ouest sont eux aussi importants.

Séduire les classes moyennes

Le nouveau gouvernement ghanéen, arrivé à la tête du pays en janvier, veut s'appuyer sur le tourisme pour faire prospérer le front de mer d'Accra, pauvre et sous-développé. Il a conçu un projet d'aménagement de 100 hectares du littoral en y implantant des centres commerciaux, des parcs d'attraction ou encore un casino.

Pour le ministre ghanéen des Finances, Ken Ofori-Atta, le tourisme pourrait aider à réduire la dette galopante et le taux de chômage élevé. Le Ghana, autrefois un modèle de croissance, a enregistré un taux de croissance de 3,6% en 2016, le plus bas depuis deux décennies. Cinq ans plus tôt, il était encore de 14%.

Attirer les surfeurs au Ghana est vu comme un bon moyen de capter un public de classes moyennes et de développer ainsi un "marché inexploité qui se situe entre le tourisme de luxe et le tourisme bon marché", selon M. Aggrey.

Brett Davies mise sur des vagues qu'il estime accessibles à tous pour faire la différence et attirer la foule. "La plupart des destinations connues sont (au contraire) très intimidantes pour le surfeur moyen", analyse-t-il.

"Le tourisme au Ghana est sur le point d'exploser grâce au surf", prédit le Britannique, qui veut croire que "le surf ghanéen est sur le point de connaître des aventures palpitantes."

AFP

Soudan du Sud

## Sombre sixième anniversaire de l'indépendance

A ucune cérémonie ni manifestation officielle n'a marqué dimanche le sixième anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud, en proie à une féroce guerre civile et à une crise humanitaire sans précédent. "Aujourd'hui, je n'ai rien à célébrer", résume Ariik Majok, un père de famille de 34 ans qui travaille comme veilleur de nuit à Juba, la capitale de ce plus jeune Etat de la planète, à l'indépendance duquel des dignitaires du monde entier avaient assisté le 9 juillet 2011.

Six ans plus tard, un tiers des 12 millions de Sud-Soudanais sont déplacés, plusieurs dizaines de milliers d'autres ont été tués lors de combats sans merci entre deux factions rivales et des millions d'autres sont menacés de famine.

L'espoir est vite retombé. La rivalité entre le président Salva Kiir et son vice-président

Riek Machar éclate en décembre 2013 en une sanglante guerre civile.

Depuis, massacres ethniques, violences sexuelles de masse et enrôlement d'enfants soldats ont émaillé une guerre civile à laquelle un accord de paix conclu en août 2015 n'est pas parvenu à mettre fin.

Cet accord de paix avait même volé en éclats à l'occasion des célébrations du 5e anniversaire d'indépendance, avec de nouveaux combats en juillet 2016 à Juba.

Le 24 juin, le gouvernement avait annoncé que, pour des raisons financières, il n'y aurait aucune célébration d'indépendance cette année.

"Il y a des gens qui ont besoin de l'argent que nous aurions dépensé pour la célébration", avait alors déclaré le ministre de l'Information Michael Makuei, à l'issue d'un conseil des ministres. Dans les rues de Juba,

aucun signe de réjouissance ne venait dimanche rappeler cet anniversaire.

"Je ne regrette pas d'avoir voté pour l'indépendance, mais on ne s'attendait pas à ça", déplore Ariik Majok.

"Il n'y a ni paix, ni stabilité. Les gens meurent et les dirigeants ne font que créer de nouveaux problèmes, je ne suis pas un citoyen heureux", renchérit à ses côtés Wani John, un fonctionnaire de 39 ans.

"Tout ce qu'on veut, c'est la paix", résume-t-il.

Aux lamentations de la population font écho les bilans dressés par les organisations humanitaires qui font face à de multiples crises et à un manque de fonds chronique.

"Des millions d'enfants au Soudan du Sud subissent d'impensables difficultés et l'échec de tout leur développement éducatif, nutritionnel et sanitaire, ainsi que le déni de tous leurs

droits de base", explique ainsi Mahimbo Mdoe, représentant de l'Unicef pour le Soudan du Sud.

Quelque deux millions d'enfants ont été déplacés et plus de 2.500 tués depuis le début de la guerre civile, selon l'Unicef.

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) souligne de son côté l'ampleur de la crise alimentaire à laquelle fait face le Soudan du Sud.

"Alors que l'indépendance avait soulevé un espoir sans précédent, aujourd'hui quatre millions de Sud-Soudanais sont déracinés et la famine guette", rappelle la directrice pays du NRC Rehana Zawar.

Selon les agences de l'ONU, le nombre de personnes en situation d'insuffisance alimentaire au Soudan du Sud est passé de 4,9 millions en février à 6 millions en juin.

AFP

Erythrée

## Asmara, inscrite sur la liste du patrimoine culturel mondial

A smara, capitale de l'Erythrée, a été inscrite samedi sur la liste du patrimoine culturel mondial de l'Organisation des Nations unies pour la Science, l'Education et la Culture (Unesco).

Il s'agit de la première inscription d'un site érythréen sur la liste du Patrimoine mondial.

La décision, annoncée à Cracovie, où le Comité du patrimoine mondial est réuni, couronne un long effort des autorités érythréennes pour faire reconnaître

par la communauté internationale l'architecture unique de la ville.

Celle-ci possède notamment un bowling art-déco avec des fenêtres aux vitres de couleur et une station-service qui ressemble à un avion en train de s'élever dans les airs.

C'est une bonne nouvelle pour le pays de la Corne de l'Afrique, marqué par la présence italienne depuis 1869.

Intégrée dans l'Afrique orientale italienne en 1936, l'Erythrée fut une colonie jusqu'en 1941, sous la dic-

tature fasciste de Benito Mussolini, et l'architecture futuriste d'Asmara remonte en grande partie à cette époque-là.

Des architectes dont les projets ne trouvaient pas preneur dans les villes conservatrices d'Europe avaient migré vers Asmara. A l'époque, la moitié de ses habitants étaient Italiens et on l'appelait "Piccola Roma" ou "Petite Rome".

Les bâtiments modernistes des autres villes érythréennes ont été détruits au cours de la longue guerre de libération contre

l'Ethiopie. Ceux d'Asmara y ont survécu et la ville a été déclarée en 2001 monument national par le gouvernement qui l'appelle "Cité de Rêve" de l'Afrique.

Mais les efforts pour restaurer les façades de marbre et les piliers à la romaine des théâtres et des cinémas se sont heurtés au manque de fonds et de main d'œuvre qualifiée, reconnaissent les autorités municipales.

Le délégué permanent du Liban, Khalil Karam, tout en se félicitant de la décision de l'Unesco, a

évoqué la "sous-représentation de l'héritage moderne en Afrique", suggérant que le quartier italien de Benghazi - si la situation en Libye se stabilise - et Casablanca, soient les prochains sites sur la liste des candidats.

Le Comité du patrimoine mondial a inscrit auparavant samedi matin une autre "première" africaine en plaçant sur la même liste le centre de la ville angolaise de Mbanza Kongo, ancienne capitale du royaume du Kongo.

R. N.

# La crise du Golfe semble partie pour durer

**Plus d'un mois après le début d'un bras de fer entre l'Arabie Saoudite et ses alliés et le Qatar, l'hypothèse d'une sortie de crise rapide reste aussi improbable qu'une pluie d'été dans le désert.**

**L**e différend n'a fait que s'accroître depuis que, le 5 juin, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis et Bahreïn, ont rompu leurs liens diplomatiques avec Doha et pris des sanctions économiques contre le petit émirat gazier.

Ils accusent notamment le Qatar de soutenir le «terrorisme» et de se rapprocher de l'Iran chiite, le grand rival régional de l'Arabie saoudite sunnite.

Doha a contesté ses accusations et a récemment refusé les conditions fixées par Riyad et ses alliés, une liste de treize demandes qui comprend la fermeture de la chaîne de télévision Al Jazeera et d'une base turque au Qatar.

«Cette crise va encore durer», prédit Kristian Ulrichsen, un analyste du Baker Institute à l'université américaine Rice.

Même le département d'État américain estime que le bras de fer va continuer, «peut-être pendant plusieurs mois» a dit cette semaine sa porte-parole Heather Nauert, estimant qu'il «pourrait même s'intensifier».

## Escalade verbale

Le ton des dernières déclarations n'incite pas l'optimisme.

Après le rejet du Qatar des 13 demandes, jugées «irréalistes et irrecevables» par Doha, ses rivaux ont menacé l'émirat de nouvelles sanctions.

Ce à quoi le ministère qatari des Affaires étrangères a répondu en qualifiant ces quatre nations de «pays assiégeants».

Riyad et ses alliés appliquent une forme d'embargo terrestre, aérien et maritime au petit émirat du Golfe, qui s'est du coup tourné vers l'Iran et la Turquie pour son approvisionnement en produits alimentaires.

«Il n'y aura pas de levée de ces sanctions avant un bon moment, je ne vois pas comment ça pourrait arriver», explique à l'AFP



Andreas Krieg du Département des études de Défense au King's College de Londres.

En fait, «il semble que l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis ont sous-estimé la capacité du Qatar de mobiliser des puissances régionales comme l'Iran et la Turquie», estime l'universitaire britannique, Christopher Davidson.

«Dans ce contexte, une intervention dans les frontières (du Qatar) semble improbable, la stratégie préférée de Riyad et Abou Dhabi étant de saigner lentement l'économie qatarie», dit-il à l'AFP.

Sur le front diplomatique, le Koweït essaie, pour l'instant sans succès, de jouer le rôle de médiateur.

Les Occidentaux comptent également jouer un rôle, comme le prouve le déplacement à Riyad, Koweït et Doha du ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, avant l'arrivée prévue hier à Koweït, de son homologue américain Rex Tillerson.

M. Johnson a demandé samedi la levée du «blocus» imposé au Qatar tout en insistant sur la nécessité de «progrès dans la lutte contre le financement du terrorisme». Selon lui, il n'y a «aucune possibilité de confrontation militaire».

Un durcissement de la crise pourrait se matérialiser de deux façons.

## Diplomatie et commerce

La presse saoudienne évoque une possible suspension ou exclusion du Qatar du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'organisme régional qui rassemble les six monarchies sunnites du Golfe.

Mais Andreas Krieg, du King's College, pense que Ryad cherchera plutôt à faire sanctionner Doha au niveau de la Ligue arabe, l'organisation panarabe basée au Caire. Sur le plan commercial, l'Arabie saoudite et les Émirats pourraient demander aux grandes compagnies internationales implantées dans le Golfe de choisir entre eux ou

Doha.

Une stratégie risquée, selon Kristian Ulrichsen, de l'université Rice, qui comme Andreas Krieg, estime qu'une telle démarche pourrait avoir un effet contraire notamment pour le royaume saoudien qui cherche à diversifier son économie, trop dépendante du pétrole. En plus, il n'est pas sûr que les compagnies internationales y souscrivent. Le Qatar a annoncé le 4 juillet, en pleine crise, son intention d'augmenter de 30% sa production de gaz et les compagnies internationales font déjà la queue pour pouvoir y participer.

Le commentateur saoudien Abderrahman al-Rashed insiste sur le fait que le Qatar finira par faire des concessions «loin des projecteurs» mais on voit mal dans quel domaine, comme le souligne M. Davidson.

AFP

## Le G20 de Hambourg prouve que Poutine a retrouvé toute sa place

■ Le président russe, qui a rencontré son homologue américain pendant plus de deux heures, a montré qu'il était redevenu un partenaire incontournable pour la solution des problèmes qu'il a parfois lui-même contribué à créer.

Vladimir Poutine en est à son quatrième président des États-Unis. Comme chef de l'État ou chef du gouvernement, il a, depuis 2000, connu Bill Clinton, George W. Bush, Barack Obama et enfin Donald Trump. Les deux hommes se sont rencontrés pour la première fois, le vendredi 7 juillet à Hambourg, à l'occasion du G20. Pour la première fois selon la version officielle, du moins. Lors d'un entretien à la télévision avant la campagne électorale, Donald Trump s'était vanté d'avoir déjà serré la main du maître du Kremlin. Aujourd'hui, il fait mine de l'avoir oublié.

En tous cas, «c'est mieux que de se parler au téléphone», lui a dit d'emblée Vladimir Poutine, qui a ensuite expliqué, lors d'une conférence de presse, que «le Trump qu'on voit à la télé est très différent du Trump réel». Les deux dirigeants des deux plus grandes puissances nucléaires ont eu leur aparté pendant que leurs collègues du G20 abordaient le sujet du climat. C'est dire que le président russe n'y accorde guère plus d'importance que son homologue américain.

Depuis que Vladimir Poutine est au Kremlin, les relations avec les présidents américains commencent plutôt bien. Lors de leur première rencontre, George W. Bush avait même lu «au fond de son âme» et conclu que c'était un gars auquel on pouvait faire confiance. C'est ensuite que les choses se gâtent.

### Divergences d'intérêt

Avec Donald Trump, la lune de miel avait commencé dès avant son élection. Le magnat de l'immobilier apparaissait comme le candidat du Kremlin face à une Hillary Clinton détestée à Moscou. Les médias russes ne tarissaient pas de louanges à son endroit et entrevoyaient une nouvelle ère pour les relations entre les deux pays. Non parfois sans quelque malice. Leur président ne ferait qu'une bouchée de ce néophyte. Les officiels russes étaient plus prudents. Ils enregistreraient certes avec satisfaction les déclarations amicales à l'adresse

de Vladimir Poutine du candidat puis du président-élu qui apprécie les hommes forts, son scepticisme vis-à-vis d'une Otan déclarée «obsolète», son désir de coopérer dans la lutte contre le terrorisme y compris en Syrie, ses propos ambigus sur la Crimée... Mais ils savaient qu'au-delà des bonnes paroles, les divergences d'intérêt entre la Russie et les États-Unis demeuraient et que la proximité prêté entre l'équipe de Donald Trump et Moscou était plus un handicap qu'un atout pour des raisons de politique intérieure américaine.

L'ingérence des services russes dans l'élection présidentielle américaine a d'ailleurs été un des premiers sujets abordés par les deux chefs d'État lors de leur rencontre de Hambourg. Vis-à-vis de son opinion publique, Donald Trump ne pouvait pas l'éviter même s'il ne croit pas aux conclusions de ses propres services de renseignement. Sans surprise, Vladimir Poutine a nié toute intervention dans la campagne. Selon les sources russes, Donald Trump a «accepté» le démenti de son interlocuteur; selon les sources américaines, il a maintenu ses doutes. Les Russes expliquent ces accusations par la russophobie qui régnerait dans les médias américains. «Est-ce que c'est ceux-là qui vous offensent?», a d'ailleurs lancé Vladimir Poutine à Donald Trump en désignant les journalistes autorisés à assister à leur poignée de mains.

### «Probablement vital pour la résolution de nombreux conflits»

Dans cette rencontre, le président russe poursuivait un seul objectif: affirmer le statut de la Russie comme puissance mondiale à l'égal des États-Unis. Le fait qu'elle ait eu lieu était déjà un petit succès, renforcé par la durée de l'entretien, deux heures et quinze minutes au lieu de la demi-heure prévue, preuve que le président américain prend au sérieux son dialogue avec Moscou.

Sur le fond, il ne fallait pas en attendre grand-chose. Les deux parties avaient réaffirmé, à la veille du G20, des positions intransigeantes sur la plupart des sujets à l'ordre du jour. Toutefois, pour souligner la bonne atmosphère de la rencontre, les deux chefs d'État ont annoncé un cessez-le-feu

dans le sud-ouest de la Syrie, dans la région de Deraa. Des forces régulières syriennes soutenues par des Russes et des Iraniens y combattent des éléments de l'opposition modérée conseillés par les Américains. Ce cessez-le-feu, de toutes manières précaire, était en germe depuis plusieurs jours. C'est au moins un signe de bonne volonté de part et d'autre alors que le bombardement d'une base syrienne par des missiles américains, le 7 avril, après l'utilisation de gaz contre la population civile par les forces de Bachar el-Assad, avait tendu les relations. Selon Vladimir Poutine, il est «clair pour tout le monde que, sur le problème syrien et le Moyen-Orient en général, il ne peut y avoir de progrès sans un travail constructif conjoint (avec Washington)».

À propos de l'Ukraine, Poutine et Trump ont convenu que les États-Unis apporteraient leur contribution à la mise en œuvre des accords de Minsk. Sur la Corée du nord, qui vient de tester un missile balistique capable d'emporter une tête nucléaire d'une portée susceptible de toucher le territoire américain en Alaska, les deux présidents sont restés sur leur position. Donald Trump souhaiterait que Vladimir Poutine convainque Xi Jinping d'accroître les pressions sur Pyongyang. Le Russe, qui a pris soin de recevoir à Moscou le président chinois avant le sommet de Hambourg, appelle les deux parties à la retenue et soutient au contraire le point de vue de Pékin: un gel concomitant du programme nucléaire nord-coréen et des manœuvres militaires communes américano-sud-coréennes. Tous doivent bien admettre qu'ils ont peu de moyens de pression sur Kim Jong-un. Peu important finalement les désaccords ou les sanctions maintenues voire aggravées contre la Russie. L'essentiel a été résumé par le porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitri Preskov: «Ce dialogue [américano-russe] est probablement vital pour la résolution de nombreux conflits.» Il paraît loin le temps où, au sommet du G20 de 2014, à Brisbane en Australie, le président russe avait précipitamment quitté la réunion, humilié par les bouderies de ses collègues. À Hambourg, invité spécial d'Angela Merkel, il a retrouvé toute sa place, celle d'un partenaire incontournable pour la solution des problèmes qu'il a parfois lui-même contribué à créer.

Slate

# G20 : Trump obtient un geste sur le climat et le commerce

**Les dirigeants des grandes puissances mondiales ont fait samedi des concessions à Donald Trump sur les sujets très sensibles du commerce et du climat, dans l'espoir de le maintenir dans le giron du G20.**

**L**a déclaration finale adoptée après deux jours de sommet sous haute tension à Hambourg, en Allemagne, en permanence ponctuée de manifestations souvent violentes, porte la marque des controverses entre le nouveau gouvernement américain et le reste du monde.

Concernant le climat, le G20 a pris acte de la sortie des Etats-Unis de l'Accord de Paris de lutte contre le réchauffement climatique et de leur isolement sur la question : tous les autres pays considèrent dans le texte que cet accord international est «irréversible».

«Là où il n'y a pas de consensus, le communiqué final souligne les divergences», a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel.

La Turquie a toutefois dans la foulée lézardé ce front uni, menaçant de ne pas ratifier l'accord sur le climat.

«Après la décision prise par les Etats-Unis, notre position va dans la direction d'une non ratification par le parlement», a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan à la presse à Hambourg.

Il affirme que la France, au moment de la signature de l'Accord de Paris, a promis à la Turquie des compensations financières qui ne se sont pas encore concrétisées.

## Energies fossiles

Dans le même temps, les Etats-Unis de Donald Trump obtiennent le blanc-seing du G20 pour suivre une politique divergente.

Le texte dit qu'ils vont aider d'autres pays dans le monde à «avoir accès et à utiliser des énergies fossiles».

Une politique largement à contre-courant de l'objectif de l'ONU d'une économie moins gourmande en carbone, même s'il est précisé par le G20 que ces énergies fossiles seront utilisées de manière «plus propre».

Concrètement, il s'agit surtout pour les Etats-Unis de vendre leur gaz de schiste.

Ce point du compromis a fait l'objet d'âpres débats car plusieurs Etats redoutent «un effet de contagion», souligne un diplomate. Mais c'était le prix à payer pour maintenir le lien au sein du forum avec Washington.

Le président russe Vladimir Poutine a parlé d'un compromis «optimal» sur le climat et son homologue français Emmanuel



Macron a dit ne pas avoir perdu espoir de «convaincre» Donald Trump de changer un jour d'avis.

Le chef de l'Etat français a annoncé convoquer un sommet sur le climat en décembre en France, deux ans après l'Accord de Paris.

## Antidumping

En matière commerciale, le président américain inquiète depuis des mois ses principaux partenaires par ses velléités protectionnistes, illustrées par son slogan permanent sur «l'Amérique d'abord».

Au sommet du G20, les Etats-Unis ont finalement accepté de se rallier dans la déclaration finale à une condamnation du «protectionnisme».

Mais en échange, le sommet des vingt plus grandes économies mondiales reconnaît pour la première fois le droit des pays victimes de pratiques de dumping de recourir à «des instruments légitimes de défense commerciale». Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à se féliciter de cette évolution. Emmanuel Macron en particulier livre bataille en plaçant pour une «Europe qui protège», notamment à l'égard de la Chine.

«Cela reflète assez bien la position qu'on défend, lutte contre le protectionnisme et lutte contre le dumping, c'est une position qui nous va bien», résume une source proche de la présidence française. Thomas Bernes, du centre de recherche sur les relations internationales CIGI, dénonce un «recul» du G20. «Un signal clair contre le protectionnisme pour lutter contre la crise devient un signal mitigé», dit-il.

## «Débâcle»

Le G20 de deux jours a été pour le reste

dominé par la toute première rencontre entre Donald Trump et son homologue russe, qui tous deux espèrent désormais une amélioration de leurs relations.

Le programme du président américain a été suivi à la loupe. Il a provoqué l'étonnement samedi en se faisant remplacer par sa fille à une réunion. Electrique dans les salles de réunion, le sommet a été encore plus mouvementé à l'extérieur avec de violents affrontements dans la rue pendant plusieurs jours, qui ont fait des dizaines de blessés.

Certains quartiers de Hambourg offraient un spectacle de désolation samedi soir, avec voitures calcinées et restes de barricades.

Et de nouveaux heurts ont même éclaté aux premières heures de la journée, hier, au lendemain donc de la fin du G20, avec de nouvelles voitures incendiées par les manifestants, regroupés dans le quartier de Schanzten, bastion local de la gauche radicale.

La police a annoncé de nouveaux blessés dans ses rangs et de nouvelles arrestations. Le dernier bilan donné par la police samedi faisait état de 213 policiers blessés depuis jeudi, et de 143 personnes interpellées. Le nombre des manifestants blessés n'était pas encore connu avec précision.

La chancelière fait à cet égard l'objet de vives critiques dans son pays, où il lui est reproché d'avoir organisé un tel sommet en plein centre-ville.

«A Hambourg, l'Etat a échoué», assène samedi le journal le plus lu d'Allemagne, Bild, ajoutant que «cette débâcle est aussi sa débâcle».

AFP

## Poutine confiant sur sa relation avec Trump

■ Vladimir Poutine s'est montré confiant samedi sur une relance de la relation russo-américaine après son premier entretien avec Donald Trump, jugeant son homologue «très différent» de l'impression qu'il pouvait donner.

«Le Trump qu'on voit à la télé est très différent du Trump réel. Il perçoit de manière tout à fait adéquate son interlocuteur, répond rapidement aux questions posées», a déclaré le président russe au cours d'une conférence de presse à l'issue du sommet du G20 à Hambourg en Allemagne.

Les deux dirigeants ont mis à plat les contentieux bilatéraux et marqué leur volonté d'aller de l'avant pendant leur toute première rencontre vendredi en marge du sommet, selon le compte-rendu fourni par leurs délégations.

«Je pense que des relations personnelles ont été établies et des «bases jetées» pour une détente américano-russe, a résumé Vladimir Poutine.

«Il y a toutes les raisons de croire que nous pourrions rétablir au moins partiellement le niveau de coopération dont nous avons besoin», a-t-il assuré.

Le maître du Kremlin n'a jamais eu d'atomes crochus avec Barack Obama et, jusqu'ici, les espoirs de réchauffement avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche se sont brisés sur les soupçons d'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine en 2016.

Sur ce sujet très sensible, qui empoisonne son début de mandat, Donald Trump a «posé beaucoup de questions», a affirmé le maître du Kremlin.

«J'ai donné des éclaircissements. Il m'a semblé qu'il était satisfait de ces réponses» et qu'il les a «acceptées», a renchéri Vladimir Poutine, confirmant le récit fait la veille à ce sujet par le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

La Maison-Blanche a présenté l'entretien sous un autre jour, racontant que Donald Trump, très attendu dans son pays sur cette question, s'était montré offensif face à son homologue.

Abordant plus concrètement le cas de la Syrie, autre sujet de tension entre leurs deux pays, Vladimir Poutine a jugé possible un terrain d'entente avec Donald Trump.

«Il me semble que la position des Etats-Unis (sur la Syrie) est devenue plus pragmatique», a-t-il déclaré, se félicitant de l'accord trouvé la veille avec son homologue pour l'instauration d'un cessez-le-feu dans le sud-ouest de la Syrie.

«C'est l'une des percées qu'on a réussi à obtenir. C'est un résultat réel du travail avec les Etats-Unis», a dit le président russe. «Il y a une compréhension (mutuelle du fait) que si on unit nos efforts, nous pourrions faire beaucoup», a-t-il souligné.

AFP

## La Corée du Nord met en garde contre un risque de «basculement» nucléaire

■ La Corée du Nord a fustigé dimanche les manoeuvres militaires des Etats-Unis et de la Corée du Sud face à Pyongyang, accusant Washington et Séoul de faire progresser le risque d'une guerre nucléaire sur la péninsule vers un «point de basculement».

Les deux alliés avaient effectué la veille une démonstration de leur puissance de feu, un fait rare, alors que les tensions s'accroissent sur la péninsule à la suite du premier test de missile balistique intercontinental (ICBM) de la Corée du Nord, le 4 juillet.

Ce test effectué en violation des résolutions de l'ONU a suscité des inquiétudes au sein de la communauté internationale, dans la mesure où un tel missile serait capable de frapper le territoire américain au niveau de l'Alaska.

Les manoeuvres américano-coréennes effectuées samedi se voulaient une «réponse sévère» à de potentiels lancements de missiles par le Nord. Deux bombardiers américains ont ainsi détruit des batteries de missiles «ennemis», et des avions sud-coréens ont procédé à des tirs de précision contre des postes de commandement au sol.



«Ne jouez pas avec le feu sur un baril de poudre», a mis en garde le quotidien nord-coréen Rodong, porte-voix du parti unique au

pouvoir, dans un éditorial accusant Washington et Séoul d'accroître la pression avec leurs manoeuvres militaires conjointes.

«Avec leur dangereuse provocation militaire, les Etats-Unis font progresser le risque d'une guerre nucléaire sur la péninsule vers un point de basculement», écrit le quotidien, décrivant la péninsule comme «la plus grande poudrière du monde».

Au cours des manoeuvres menées samedi, un bombardier américain à long rayon d'action B1-B aurait volé près de la zone frontalière fortifiée entre les deux Corée et largué des bombes de 900 kg.

Pour Pyongyang, ces manoeuvres conjointes constituent «une dangereuse tactique militaire de bellicistes qui essayent de provoquer une guerre nucléaire sur la péninsule. Une simple mauvaise évaluation ou une erreur peut immédiatement conduire au déclenchement d'une guerre nucléaire, qui entraînera inévitablement une autre guerre mondiale», a averti le quotidien.

La Corée du Nord avait estimé jeudi que ce serait «du gâteau» pour elle d'anéantir son voisin du sud, en réponse aux manoeuvres américano-coréennes lancées après le tir de missile par Pyongyang, selon l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA.

Chine

# Le prix Nobel et dissident Liu Xiaobo ne peut être transféré à l'étranger

**Les médecins chinois qui soignent le dissident Liu Xiaobo, atteint d'un cancer en phase terminale, ont assuré aux experts américains et allemands venus samedi à son chevet que le prix Nobel de la paix 2010 n'était pas en état de voyager.**

Le transfert du patient serait «dangereux», ont déclaré les médecins, selon un communiqué de l'Hôpital universitaire médical N°1 de Shenyang (nord-est) après la visite de médecins d'Allemagne et des



Etats-Unis au chevet de Liu Xiaobo, atteint d'un cancer en phase terminale.

«Après avoir entendu un bilan médical détaillé du patient et reçu un rapport sur le diagnostic et son traitement, les médecins spécialisés ont examiné le patient dans sa chambre», a indiqué l'hôpital. «Les spécialistes américains et allemands ont complètement validé le programme de traitement et les mesures décidées par le groupe d'experts» chinois.

Le dissident avait été placé en liberté conditionnelle et hospitalisé après qu'on lui eut diagnostiqué en mai un cancer du foie en phase terminale.

Le militant prodémocratie de 61 ans a été condamné en 2009 à 11 ans de réclusion pour «subversion» après avoir appelé à des réformes démocratiques. Il avait corédigé un manifeste, la Charte

08, prônant notamment des élections libres. Lors de la cérémonie de remise du Nobel à Oslo en 2010, il était représenté par une chaise vide.

Cette visite de médecins occidentaux en Chine intervient au moment où le président chinois Xi Jinping est à Hambourg (Allemagne) pour participer au sommet du G20, qui s'achève samedi.

Depuis l'hospitalisation de Liu Xiaobo, Pékin est sous pression occidentale (France, Etats-Unis, Allemagne, Parlement européen) afin d'autoriser le dissident à se rendre à l'étranger.

L'ONU a également demandé vendredi à avoir accès à l'opposant politique.

Des amis du Nobel l'estiment cependant proche de la mort après l'annonce jeudi par l'Hôpital universitaire médical N°1 de Shenyang que la fonction hépatique de son foie «se détériore».

Plusieurs ONG et proches de M. Liu ont reproché à Pékin d'avoir attendu que son état de santé empire avant de lui permettre de sortir de prison, mais les autorités affirment qu'il est soigné par des oncologues réputés.

AFP

Japon

## Le bilan des inondations monte à 18 morts

Des sauveteurs poursuivaient dimanche les opérations d'évacuation de survivants dans des lieux isolés au Japon, trois jours après le début d'inondations dévastatrices dans le sud du pays, dont le bilan est monté à 18 morts. Des rivières en crue à la suite de précipitations d'une ampleur sans précédent ont détruit routes, maisons et écoles dans une grande partie de Kyushu, la plus méridionale des quatre principales îles de l'archipel nippon, à environ 900 km au sud-ouest de Tokyo. Quelque 12.000 sauveteurs étaient encore mobilisés dimanche pour tenter de retrouver des survivants, selon le porte-parole du gouvernement, Yoshihide Suga. «Nous faisons le maximum d'efforts pour secourir des gens» qui sont portés disparus ou bloqués, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Le dernier bilan fait état de 18 morts et 27 personnes portées disparues ou ne pouvant pas être contactées, selon les préfectures de Fukuoka et Oita. Plus de 500 personnes sont toujours coupées du monde par les amas de boue, selon la chaîne de télévision japonaise NHK. Des images de la télévision ont montré des hélicoptères de secours cloués au sol sur un héliport de fortune en raison de pluies diluviennes, tandis que les habitants prient pour la sécurité de leur proches. L'agence météorologique japonaise a mis en garde dimanche contre de nouvelles pluies diluviennes et des coulées de boue sur l'île de Kyushu, incluant Fukuoka et Oita.

AFP

Chine

## Le dissident Liu Xiaobo peut être transféré à l'étranger

Des médecins d'Allemagne et des Etats-Unis qui ont examiné le dissident chinois Liu Xiaobo ont indiqué dimanche que transporter à l'étranger le Nobel de la Paix 2010 pour soigner son cancer en phase terminale serait «sans danger», contredisant ainsi des médecins chinois. «Liu peut être transporté sans danger avec les moyens d'évacuation sanitaires appropriés», ont indiqué l'expert américain en oncologie Joseph Herman, de Centre de traitement du cancer MD Anderson, et le médecin allemand Markus Buchler, de l'Université de Heidelberg, dans un communiqué commun.

AFP

Pologne

## 10.000 personnes évacuées après la découverte d'une bombe allemande

Les autorités polonaises ont lancé dimanche matin l'évacuation de quelque 10.000 personnes à Bialystok, dans l'est du pays, après la découverte d'une bombe allemande de 500 kilos datant de la Seconde guerre mondiale. Selon les autorités municipales, les habitants d'une soixantaine de rues à Bialystok et de 45 autres dans deux communes de banlieue étaient obligés de quitter leurs maisons pour plusieurs heures, les démineurs militaires estimant que la bombe, découverte lors de travaux de construction, présenterait un risque d'explosion au moment d'être soulevée par une grue. L'évacuation concerne également les rues le long du parcours du camion militaire qui doit transporter l'engin sur un terrain militaire où il sera détruit. Des bombes, vestiges de la Seconde guerre mondiale, sont régulièrement retrouvées sur les chantiers polonais, et notamment à Varsovie, qui fut bombardée et son centre rasé à 90% par les occupants allemands avant la fin du conflit.

R. N.

G20

## 3<sup>e</sup> nuit de heurts entre policiers et manifestants à Hambourg

De nouveaux heurts ont éclaté dimanche matin dans les rues de Hambourg, après la fin du sommet du G20, des manifestants incendiant notamment des véhicules, a annoncé la police sur Twitter. Des manifestants se sont regroupés après la clôture du sommet dans le quartier de Schanzen, bastion local de la

gauche radicale, où avaient déjà eu lieu plusieurs affrontements depuis jeudi.

Armés de bouteilles et s'en prenant à des véhicules, qu'ils ont notamment incendiés, les manifestants ont été repoussés par la police à coup de gaz lacrymogène et de canons à eau, indique celle-ci sur Twitter. La police annonce

de nouveaux blessés dans ses rangs et de nouvelles arrestations. Le dernier bilan donné par la police samedi faisait état de 213 policiers blessés depuis jeudi et de 143 personnes interpellées. Le nombre des manifestants blessés n'était pas encore connu avec précision.

AFP

Seattle

## Il devient fou à bord d'un avion, une hôtesse de l'air lui casse une bouteille de vin sur la tête

Une grosse bagarre a éclaté dans un vol Delta Airlines reliant Seattle à la Chine. Une hôtesse de l'air a dû frapper un passager à coups de bouteilles de vin !

Scène surréaliste à bord d'un avion reliant la ville américaine de Seattle à Pékin. Jeudi soir, deux heures environ après le décollage, un jeune passager de 23 ans est soudain devenu fou. Le personnel de bord le voit se lever d'un bond, foncer vers l'issue de secours et tenter d'ouvrir la porte,

en plein vol. Deux hôtesse de l'air tentent alors de le maîtriser, en vain.

L'homme se débat et assène des coups de poings aux jeunes femmes, mais aussi aux autres membres du personnel et aux passagers venus prêter main forte. Rien n'y fait. Le jeune est incontrôlable. IL a fallu qu'une des hôtesse de l'air le frappe à coups de de bouteilles de vin jusqu'à lui en briser une sur la tête pour que l'homme puisse être ligoté et temps d'avoir du renfort. L'avion a

finallement fait demi-tour pour débarquer son passager incommodant à Seattle. Le FBI a été chargé de l'enquête. Il note dans son rapport que le jeune homme voyageait en 1ère classe, qu'il avait demandé une bière avant le décollage mais ne présentait aucun signe d'ébriété. Le jeune a comparu devant un tribunal, il a été incarcéré et devra être à nouveau auditionné le 13 juillet prochain. Pour le moment, il n'a fourni aucune explication à cette scène.

M6 Info

Californie

## 2.300 pompiers combattent des feux de forêt

Quelque 2.300 pompiers combattaient samedi plusieurs feux de forêt en Californie, qui a subi cinq longues années de sécheresse et qui connaît en ce moment des températures particulièrement élevées, notamment dans sa partie méridionale. Un de ces incendies, qui s'est déclaré sur les contreforts de la Sierra Nevada au nord de Sacramento, avait à la mi-journée détruit dix maisons, s'étendant sur 800 hectares de zones forestières et entraînant des

évacuations d'habitants de la région. Selon les autorités locales, six personnes, dont un pompier, ont été légèrement blessées. Un autre feu, dans le Comté de Santa Barbara, s'étend désormais sur plus de 3.200 hectares de forêts, une superficie deux fois plus grande qu'avant la nuit de vendredi à samedi, sous l'effet de vents chauds et secs, et a lui aussi conduit à des évacuations.

Au total, on recensait samedi 17 incendies de ce type, plus ou

moins maîtrisés, dans cet Etat américain du sud-ouest, de la forêt de Six Rivers dans le nord à celle de San Bernardino à l'ouest de Los Angeles, une agglomération où la température dans le centre-ville égalait le record de 36 degrés Celsius enregistré en 1954. Le gouverneur de Californie Jerry Brown a annoncé en avril la fin officielle de la sécheresse qui a sévi plus de cinq ans dans son Etat.

AFP

Festival de cinéma au Portugal

## Projection prochaine d'un film britannique sur les militants de Gdeim Izik

Le film documentaire *La Badil* du réalisateur britannique Dominic Barown, ayant pour thème, les prisonniers politiques sahraouis du groupe Gdeim Izik et la lutte du peuple sahraoui contre l'occupant marocain, sera projeté lors de la 2<sup>e</sup> édition du Festival de cinéma au Portugal, à indiqué, samedi à Londres, le même réalisateur.



Réalisé en 2012, le film relate la fameuse «épopée de Gdeim Izik», qui a connu une fin marquée par une répression barbare menée par les forces d'occupation marocaines à l'encontre des Sahraouis désarmés.

Le réalisateur britannique a filmé les événements de l'agression marocaine perpétrée à l'intérieur du camp et accompagné, jusqu'à El Ayoun, les manifestants sahraouis qui fuyaient la répression marocaine.

Le film aborde également

les manifestations pacifiques d'octobre 2010 et qui ont eu lieu dans les régions sahraouies occupées, lorsque des milliers de Sahraouis ont décidé d'installer un campement en dehors de la ville d'El Ayoun et ont érigé des tentes à Gdeim Izik, exprimant d'une manière civilisée leur rejet de la politique marocaine d'occupation menée contre les sahraouis.

Lors de sa réalisation, ce film évoque aussi la situation des droits de l'homme au Sahara occidental, où un nombre de Sahraouis ayant

subi la barbarie des forces marocaines d'occupation, avaient été abordés par le réalisateur qui a également traité des intérêts de certains pays occidentaux dans la région, particulièrement la France.

«Les intérêts français avec les autorités marocaines, les relations commerciales qui lient la France à l'occupant marocain, ainsi que son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, ne font que compliquer la situation du Sahara occidental et renforcer davantage l'obstination du

Maroc dans ses violations des droits de l'homme à l'encontre du peuple sahraoui», estime le réalisateur du film.

Dans un message dont la représentation du Front Polisario à Londres détient une copie, le réalisateur britannique a indiqué que le film *La Badil* sera projeté aux côtés de 90 autres films des cinq continents au Festival de cinéma au Portugal, pendant la période qui s'étale du 9 au 16 septembre prochain.

Cette manifestation cinématographique met la lumière sur la diversité culturelle et l'intégration. Dans un entretien publié par *News Afrique* basé à Londres, le réalisateur britannique affirme que le film documentaire avait été réalisé, vu que «les médias n'accordent pas à la cause sahraouie tout l'intérêt qu'elle mérite». Le film *La Badil* a déjà été projeté dans plusieurs festivals organisés dans différents pays du monde, à l'instar de l'Angleterre, la France, l'Argentine, l'Iran, ainsi qu'au Festival international du cinéma au Sahara occidental FiSahara. Le film a été choisi parmi les meilleurs films documentaires au Festival de Portobello (Londres) tenu en 2013.

H. M.

Festival du film franco-arabe à Amman

## Good Luck Algeria présenté samedi soir au public

Le film algérien *Good Luck Algeria*, du réalisateur Farid Bentoumi projeté samedi soir à Amman dans le cadre de la 23<sup>e</sup> édition du Festival du film franco-arabe a suscité l'intérêt du public jordanien qui a participé au débat ouvert avec le jeune réalisateur à l'issue de la présentation.

Les interventions des amoureux du 7<sup>e</sup> art ont fait ressortir l'intérêt accordé par les Jordaniens aux films algériens à l'instar de Naïl Merouan (dentiste) qui a salué la qualité des productions cinématographiques algériennes acquise durant les dernières années, affirmant que le film

algérien connaissait un «saut qualitatif et qu'il se distinguait des autres films arabes».

La jeune réalisatrice syrienne Lyane.B a appelé, par ailleurs, à promouvoir davantage le cinéma algérien dans la région du Moyen-Orient, d'autant que les thèmes qu'il choisit traitent sans tabou des préoccupations et des problèmes des citoyens arabes.

*Good Luck Algeria* raconte l'histoire de Samir Zitouni, un Franco-Algérien et Steven, un ami d'enfance qui gèrent une micro société de fabrication de skis. Le rôle principale est incarné par Sami

Bouadjila.

Au programme du festival organisé par l'Institut français en Jordanie en collaboration avec la Royal Film Commission of Jordan, la projection de 15 films de production arabo-française primés dans plusieurs festivals traitant des espoirs et préoccupations des individus dans plusieurs environnements sociaux, politiques et culturels dont le deuxième film algérien participant à cette manifestation *Timgad*, du réalisateur franco-algérien, Fabrice Benchaouich.

K. T.

Festival de Karlovy Vary

## Un film historique tchèque primé

Le film historique *Krizacek* (Le Petit Croisé) du réalisateur tchèque, Vaclav Kadrnka, a remporté samedi le Globe de cristal du meilleur film lors du 52<sup>e</sup> Festival international du film de Karlovy Vary, station thermale située à 120 km à l'ouest de Prague.

Ce «road-movie médiéval», qui raconte l'histoire d'un chevalier parti à la recherche de son fils ayant quitté le foyer familial sous l'influence de la Croisade des enfants, est le premier film tchèque

à avoir été primé à Karlovy Vary depuis 2002. Le jury a choisi *Krizacek* parmi douze films en lice pour le prix principal, doté de 25 000 dollars (21 930 euros).

Déjà récipiendaire à Cannes du Prix de la mise en scène, le film américain *Wind River* du réalisateur Taylor Sheridan, avec Elizabeth Olsen et Jeremy Renner, a, quant à lui, obtenu le Prix du public.

Jeremy Renner (*Démineur*, *Mission impossible : Protocole*, *Fantôme*) a également reçu, lors de la soirée de clôture

du festival, le Globe de cristal d'honneur, pour sa contribution à la cinématographie mondiale.

Le prix Fipresci (Prix de la critique internationale) a été attribué à la comédie romantique *Keep the Change*, un début de la réalisatrice américaine Rachel Israël. La première édition du Festival international de cinéma de Karlovy Vary a eu lieu en 1946. Avant la chute du communisme en 1989, il alternait avec le Festival du film de Moscou.

D. M.

Festival de Timgad

## La deuxième soirée régale les familles

Les nombreuses familles, qui ont fait le déplacement vendredi des différentes wilayas de l'est du pays, se sont régalingées du spectacle offert par les stars au théâtre de plein air de l'antique Thamugadi, lors de la deuxième soirée de la 39<sup>ème</sup> édition du Festival international de Timgad.

Le public présent a créé une ambiance des plus joyeuses dans les gradins en savourant le récital donné par les artistes qui se sont succédé sur scène jusqu'aux premières heures du matin.

«Le fait que ces soirées coïncident avec l'entame des vacances d'été explique la grande affluence des familles aux soirées du Festival de Timgad», a indiqué à l'APS, l'étudiante universitaire Ikram Dridi, qui est venue avec sa famille de Skikda découvrir pour la première fois la ville antique de Timgad et son festival.

Emigré au Canada, Ahmed Khelili a, de son côté, avoué qu'il ne s'attendait pas du tout à vivre des moments aussi mémorables en venant à ce festival.

«Ma famille et moi sommes en visite chez des proches à Souk Ahras, s'il y avait des infrastructures d'accueil à Timgad, nous y serions probablement restés pour assister à l'intégralité du festival et visiter cette ville extraordinaire», a-t-il regretté.

Si les chants auréliens de l'artiste, Abdelhamid Belbèche, ont apporté une touche remarquable à cette soirée, le clou du spectacle aura été incontestablement le show offert par le rappeur français Rohff lorsqu'il est descendu parmi le public dans une parfaite communion avec ses jeunes fans.

Cette deuxième soirée de la 39<sup>ème</sup> édition du Festival international de Timgad a également été animée par Cheb Wahid et la chanteuse française d'origine marocaine, Nej'.

D. T.

Centre culturel islamique

## Une pléiade d'artistes honorés

Une pléiade d'artistes reconnus pour leurs contributions et leur apport à la société ont été honorés, samedi à Alger, en présence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie organisée à cette occasion par le Centre culturel islamique (CCI) au Théâtre national Mahieddine Bachtarzi, M. Mohamed Aïssa qui a rappelé que «cette distinction coïncide avec les festivités du 55<sup>e</sup> anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale», a salué le rôle du CCI dans la promotion de la culture islamique à travers l'organisation de manifestations religieuses et culturelles et la réalisation d'études et de recherches sur la pensée islamique. Il a évoqué ses efforts pour la concrétisation des objectifs inscrits au programme du ministère de tutelle dont la vulgarisation du rôle de la civilisation islamique dans le développement de l'Humanité.

«La civilisation andalouse qui a marqué la culture universelle est porteuse de modération, de dialogue et de respect d'autrui, des valeurs d'ou l'Algérie puise sa force et son unité», a-t-il dit.

Au premier rang des artistes distingués, figurent Soltani Naïm avec sa revue *Dziriet*, Mohamed Lamine, mouchid (interprète de chants religieux) et le cinéaste Mustapha Preure qui compte à son actif de nombreux films comiques et dramatiques et des oeuvres télévisées.

L'historien Mohamed Merbah, auteur du livre *Taleb Abderrahmane sous la guillotine* et l'artiste Adel Fergani ont été également honorés lors de cette cérémonie à laquelle a assisté le président du Centre des études du Niger, Mohamed Khediri.

Une exposition dédiée aux publications du CCI et une autre aux oeuvres de la calligraphe Khlifi Saliha ont été organisées en marge de cette cérémonie.

L. M.

«PAROLES DE FEMMES»

" On fait parfois des efforts considérables pour souffrir d'une trahison ; et l'on y parvient. "

Etienne Rey



## FEMMES

ILS ONT DIT :

" J'admire comme on peut mentir en mettant la raison de son côté. "

Jean-Paul Sartre

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Brigitte Macron: reine de l'élégance au G20

Lors du dernier G20 à Hambourg en Allemagne, Brigitte Macron est apparue radieuse au bras de son mari, Emmanuel Macron. Un nouveau look chic et sobre qui n'est pas passé inaperçu.

**N**ouveau grand rendez-vous international, et nouveau sans faute, pour Brigitte Macron. Lors du G20 qui s'est déroulé en Allemagne, la Première dame française a fait sensation au bras de son mari. Vendredi 7 juillet, les différents chefs d'Etat étaient invités par Angela Merkel dans la salle de concert de la Philharmonie de l'Elbe afin d'assister à un concert unique. Un dîner était ensuite prévu dans la salle de récital.

Une réunion où le couple présidentiel français a une nouvelle fois brillé, grâce notamment à la sublime tenue de Brigitte Macron. La Première dame avait opté pour un ensemble noir et blanc, particulièrement chic, signé Louis Vuitton, une marque qu'elle affectionne particulièrement. Elle avait complété sa tenue par de jolis escarpins noirs et avait attaché ses cheveux en chignon. Avec ce look, Brigitte Macron a une nouvelle fois attiré les regards et les nombreux objectifs des photographes présents pour l'occasion.

Dès le premier jour, lors de l'élection de son mari, Brigitte Macron avait charmé les foules, apparaissant au côté de son mari, place du Louvre, avec un superbe manteau à paillettes. Au G7 en mai dernier, la Première dame avait aimé les objectifs des photographes avec un tailleur blanc immaculé, une nouvelle fois signé Louis Vuitton.



BEAUTÉ

## Les lèvres, une zone fragile à surveiller

**N**os lèvres sont soumises à de nombreuses épreuves tout au long de la vie : températures extrêmes, déshydratation... Parfois l'apparition d'une lésion ou d'un bouton peut nous inquiéter.

S'il peut s'agir d'une simple gerçure, d'autres symptômes ne sont pas à prendre à la légère.

## VOS LÈVRES SONT GERÇÉES

Avec le froid, le vent et les intérieurs secs et surchauffés, les lèvres subissent de nombreuses agressions qui les abîment.

D'autres facteurs peuvent aussi expliquer un assèchement des lèvres : une prédisposition à l'eczéma, une peau particulièrement fragile, une sinusite qui oblige à respirer par la bouche, une allergie à certains cosmétiques, le diabète, la prise de certains médicaments...

## LA BONNE RÉACTION

Pour commencer, achetez un baume à lèvres bien hydratant que vous aurez toujours sur vous et que vous vous passerez sur la zone concernée aussi souvent que nécessaire.

Préférez ceux sous forme de crème qui dépose une légère pellicule protectrice sur les lèvres (en plus, ça remplace le gloss !).

Évitez absolument de passer la langue sur vos lèvres gerçées car cela ne fait qu'accentuer l'assèchement même si cela soulage dans l'immédiat. Pour enlever les petites peaux mortes, frottez doucement avec une

brosse à dents.

## LES COMMISSURES DE VOS LÈVRES SONT SÈCHES

C'est certainement que vous manquez de minéraux comme le fer et le Zinc mais aussi de vitamines du groupe B.

Par exemple, de vitamine B3 appelé aussi niacine qui sert à la production d'énergie à partir des nutriments. Également de vitamine B12 qui est essentielle à la croissance, à la division cellulaire, au fonctionnement de toutes les cellules du corps et à l'équilibre du système nerveux.

Les personnes végétariennes rencontrent souvent ces types de carences.

## LA BONNE RÉACTION

On n'hésite pas à mettre des fruits de mer et du poisson gras dans son assiette (saumon, thon, huîtres, crevettes...) mais aussi des légumes secs (lentilles, pois chiches) et des oléagineux (noix, amandes). Comme l'absorption du fer se fait grâce à la vitamine C, on mange aussi des kiwis et des agrumes.

## VOUS AVEZ DES PLAIES ET DES ROUGEURS AUX COMMISSURES DES LÈVRES

Contrairement à une simple sécheresse due à une carence en vitamines, l'apparition de plaies dans le coin des lèvres peut être le signe d'une perlèche, c'est-à-dire d'une infection par des bactéries ou des champignons. Ce problème de peau peut être

causé par une sécheresse excessive, un affaissement des plis de la bouche qui entraînent un frottement (l'âge peut être un facteur) ou une forte acidité de la salive. Les personnes souffrant d'anémie ont aussi une risque de perlèche plus élevé.

## LA BONNE RÉACTION

Si la perlèche n'est pas encore trop installée, votre médecin vous recommandera seulement de bien hydrater vos lèvres et de faire suivre votre brossage de dents par un bain de bouche pour une hygiène impeccable. Si la perlèche est déjà dans un état avancé, il sera peut-être nécessaire d'appliquer une crème antibiotique ou antimycosique.

## VOUS AVEZ UN BOUTON AU BORD DE LA LÈVRE

Cela peut-être une simple inflammation d'un follicule pileux... ou un herpès labial. Il s'agit d'une infection causée par un virus, le virus de l'herpès simplex de type 1 dans la plupart des cas. Une fois que l'on est infecté par le virus (généralement avant 20 ans), il persiste toute la vie dans le corps, sans pour autant causer de symptômes permanents. De temps en temps, pour diverses raisons (fatigue, fièvre, exposition au soleil...), le virus se "réveille" et déclenche un bouton d'herpès ou bouton de fièvre.

## LA BONNE RÉACTION

Il faut d'abord éviter les facteurs déclen-

cheurs comme l'exposition au soleil ou les situations stressantes.

Ensuite, il est utile d'adapter un mode de vie sain pour renforcer son système immunitaire et éviter les récives : dormir suffisamment, adopter une alimentation équilibrée, pratiquer une activité sportive.

## DES PETITES TACHES ET DES CROÛTES APPARAISSENT SUR VOS LÈVRES

Ces symptômes ne sont pas à prendre à la légère car il peut s'agir d'une kératose actinique.

Ces petites lésions sont causées pas une exposition prolongée au soleil. On estime que dans 15% des cas, elles évoluent vers un cancer de la peau.

Comment reconnaître une kératose actinique ? Les lésions forment une petite croûte ou une squame, rugueuses au toucher. Seul un dermatologue pourra vous faire un diagnostic fiable.

## LA BONNE RÉACTION

On commence à filer chez son dermatologue au moindre doute, on évite au maximum toute exposition au soleil et on met une crème avec un indice de protection UV sur les lèvres. Si la kératose actinique est avérée, le médecin pourra vous recommander deux sortes de traitement : la cryothérapie pour brûler les lésions avec de l'azote liquide ou une exérèse chirurgicale qui consiste à enlever les lésions sous anesthésie locale.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Football / Ligue 1 Mobilis

## Zetchi confirme le retour de Belaili en septembre



sanction pour dopage a été réduite de quatre à deux ans par le Tribunal arbitral de sport (TAS).

«La décision ne nous a pas encore été notifiée, mais je suis certain que son retour à la compétition se fera au mois de septembre prochain. J'espère que cette sanction lui a servi de leçon et qu'elle sera un exemple pour les autres joueurs», a indiqué le président de la FAF lors d'un point de presse tenu au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, évoquant «un joueur pétri de qualités».

L'ancien N.10 de l'USM Alger a été contrôlé positif en septembre 2015. Ce qui a entraîné sa suspension pour quatre ans, avant que cette sanction ne soit réduite à deux ans par le TAS.

Plusieurs clubs sont déjà sur les traces du natif d'Oran, à commencer par ses anciens employeurs, l'USM Alger et l'ES Tunis.

Outre Belaili (25 ans), quatre footballeurs algériens avaient été contrôlés positifs pendant la même période. Il s'agit de Rafik Bousaid (RC Arbaâ), Noufel Ghessiri (JSM Skikda/Ligue 2), Kheireddine Merzougui (MC Alger) et Hocine Amrous (JSM Skikda/Ligue 2), tous suspendus pour quatre ans.

Anis S./APS

«La décision ne nous a pas encore été notifiée, mais je suis certain que son retour à la compétition se fera au mois

de septembre prochain. J'espère que cette sanction lui a servi de leçon et qu'elle sera un exemple pour les autres joueurs», a indiqué le président de la FAF.

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi a confirmé samedi le retour en septembre prochain du milieu offensif Youcef Belaili, dont la

## Tennis

## Koza WOS Cup (Qualifications)



■ L'Algérien Yasser Bouchareb passe le premier tour avec succès

Le tennisman algérien Yasser Bouchareb s'est qualifié samedi au deuxième tour de la Koza WOS Cup, dont le tableau final est prévu du 10 au 16 juillet courant à Istanbul (Turquie), après sa victoire par deux sets à zéro contre l'Irlandais Alasdair Knox.

Un succès assez facile pour l'Algérien de 28 ans, ayant remporté le premier set (6-2), avant d'enchaîner (6-1) au deuxième, pour une victoire finale (2-0).

Au prochain tour de cette compétition dotée d'un prize-money de 15.000 USD, Bouchareb sera opposé au Bulgare Martin Iliev, qui lui a été exempté de ce premier tour des qualifications. Un match prévu dimanche après-midi, sur le court N 2.

L'Algérien, classé 10e sur le plan national, espère qu'après cette bonne entame, il pourra aller loin dans ce tournoi, abrité par les courts en terre battue du complexe sportif «Koza World of Sports» d'Istanbul.

R. S.

## Football

## Conférence de presse en points du président de la FAF

Conférence de presse en points du président de la fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Madoui, tenu samedi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) :

■ CHAMPIONNAT : La fin des championnats des deux Ligues 1 et 2 professionnelles pour la saison 2017-2018 se fera au plus tard le 28 mai 2018. «La FAF, à l'instar des autres fédérations nationales, a reçu une directive de la fédération internationale (Fifa) stipulant que la fin de la compétition devra se faire au plus tard le 28 mai d'autant que l'année coïncide avec le déroulement de la Coupe du monde 2018 en Russie». Le coup d'envoi de la compétition sera donné le week-end du 25 et 26 août prochain.

■ CALENDRIER : «Le calendrier du championnat de Ligue 1 pour la saison 2017-2018 sera bientôt dévoilé, il ne subira aucun changement en tenant bien évidemment compte des matchs les équipes engagées dans les compétitions internationales», a assuré Zetchi à propos de la programmation, longuement décriée lors du précédent exercice.

■ ANNULATION : Le président de la FAF a annoncé l'annulation de la construction d'un hôtel haut standing qui devait être réservée aux différentes sélections nationales et dont le projet avait été initié par son prédécesseur Mohamed Raouraoua : «J'ai proposé à ce que ce projet soit annulé et approuvé par le Bureau fédéral mais la décision doit être entérinée par l'assemblée générale qui est souveraine. Le budget alloué à la construction de cet hôtel est de 6 milliards de DA si nous voulons abandonner ce projet c'est pour utiliser ce budget à la construction des quatre centres fédéraux. L'objectif de la FAF n'est pas de gagner de l'argent mais pour développer le football», a-t-il affirmé.

■ JOUEURS ETRANGERS : Zetchi est revenu sur la décision prise lors de la dernière réunion du Bureau fédéral de lever interdiction de recrutement des joueurs étrangers en championnat de Ligue 1 : «Cette décision n'avait pas lieu d'être, il fallait bien qu'elle soit levée. Le recrutement des étrangers doit être régi par un cahier des charges. Concernant le mode de paiement de ces joueurs, ça doit se faire en dinars et non en euros sauf pour les clubs qui disposent de ressources avérées en euros».

■ SALAIRE : Le président de la FAF a divulgué au cours de ce point de presse le



salaire du sélectionneur national l'Espagnol Lucas Alcaraz qui est de 60.000 euros alors que les autres membres du staff technique perçoivent 5000 euros. Dans le même contexte, Zetchi a annoncé sa décision de «payer désormais les primes des joueurs de l'équipe nationale et les indemnités de présence au stage uniquement en euros» alors qu'avant les éléments évoluant à l'étranger touchaient leurs primes en euros et les locaux en dinars.

■ AMICAL : Kheireddine Zetchi a évoqué la possibilité de disputer des matchs amicaux «avant ou après» les deux prochaines sorties à domiciles face au Cameroun et au Nigeria respectivement en octobre et novembre prochains, comptant pour les qualifications de la Coupe du monde 2018, indiquant que la FAF voudrait profiter du calendrier de la fédération internationale (Fifa).

■ SPONSORING : La premier responsable de la FAF évoqué une éventuelle renégociation du contrat de sponsoring avec l'opérateur de téléphonie mobile national Mobilis : «Le contrat avec Mobilis est toujours en cours, il y'a une possibilité de renégocier sa prolongation. Nous tenons également à promouvoir l'image de la FAF en lançant un appel d'offres à l'échelle nationale et lui confier la gestion de cette image. Concernant l'équipementier Adidas, nous allons redessiner les contours de ce dossier du moment que des choses doivent changer par rapport à la dotation des équipes nationales et notamment pour la sélection féminine».

■ DESISTEMENT : Président du Paradou AC (Ligue 1 algérienne) jusqu'à son élection à la tête de la FAF le 20 mars dernier, Zetchi a affirmé qu'il n'occupe désormais aucun poste de son club qu'il avait créé en 1994 : «Je me suis désisté de tous les postes au niveau du PAC au sein duquel je n'occupe plus aucune

fonction selon les règlements, mais indirectement je suis toujours les affaires du club».

■ MEMORANDUM : Le FAF va conclure un mémorandum avec les fédérations africaines : «Notre premier partenariat sera conclu avec la fédération zambienne avec un programme des matchs amicaux des jeunes catégories. Il va falloir jouer le maximum de matchs en Afrique pour faire habituer nos jeunes aux conditions là-bas», a indiqué Zetchi.

■ COLLOQUE : Kheireddine Zetchi a annoncé la tenue en octobre prochain «d'un colloque dans lequel on va inviter tous les acteurs pour mener une réflexion sur le football national et on sortira avec des recommandations. Il y'aura également des rencontres régionales avec toutes les ligues mais également des rencontres avec les clubs des Ligues 1 et 2».

■ RC RELIZANE : Le président de l'instance fédérale est revenu sur l'affaire du RC Relizane, relégué en Ligue 2 Mobilis, et qui vient de saisir le Tribunal arbitral du Sport (TAS) de Lausanne (Suisse) pour faire valoir ses droits de récupérer les trois points défalqués qui vont lui permettre de rester en Ligue 1 : «La décision avait été prise par un organe juridictionnel et à mon arrivée à la FAF, nous avons constaté la défalcation de points. Le RCR a été pénalisé et je salue son parcours en championnat. Les choses devront se faire dans un cadre légal. Maintenant, le RCR est en ligue 2 et ce n'est pas drame. Je ne veux pas me prononcer actuellement mais si le verdict est en faveur du club, ce qui est pour moi peu probable, il va falloir que nous soumettions cela au Bureau fédéral et à l'organe juridictionnel pour prendre la décision».

Rachid F.

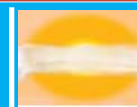




Alger  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

Libye

## Les ingérences étrangères bloquent toute solution

Les ingérences étrangères compliquent la situation en Libye et bloquent toute solution de paix dans ce pays en proie d'une crise depuis la chute de l'ancien régime de Kadhafi, a affirmé Patrick Haimzadeh, ancien diplomate français à Tripoli (2001-2004). «Les ingérences étrangères directes ou indirectes, bien que d'une ampleur inférieure à celles à l'œuvre en Syrie et au Yémen, sont la raison essentielle des blocages actuels. Khalifa Haftar peut se prévaloir du soutien de l'Egypte, des Emirats arabes unis et dans une moindre mesure de l'Arabie Saoudite. Les deux premiers interviennent directement dans le conflit par des bombardements ou des livraisons d'armes à son profit», a expliqué ce diplomate, auteur de l'ouvrage *Au cœur de la Libye de Kadhafi* (2011), dans une analyse publiée par le site Orient XXI.

Pour lui, «la France, sous couvert de lutte contre le terrorisme, a également longtemps soutenu le maréchal», affirmant que «ces soutiens de poids, en le confortant dans sa volonté de poursuivre la guerre pour atteindre ses objectifs politiques, n'aident pas à la recherche des compromis indispensables à un règlement politique de la crise». Pour cet ancien diplomate, «nul ne peut aujourd'hui prévoir l'issue de cette crise ni même une échéance pour une stabilisation du pays», malgré les efforts des Nations unies. «Dans un contexte où le pragmatisme des acteurs locaux prévaut sur l'idéologie, les retournements d'alliance et d'allégeance sont monnaie courante. Le niveau de violence est néanmoins relativement contrôlé du fait d'un tissu social qui a survécu tant aux années Kadhafi qu'à la chute du régime et aux six ans qui ont suivi», a-t-il expliqué, relevant qu'«au nombre des facteurs d'espoir, il y a eu, malgré tout, la préservation des institutions souveraines qui ont permis de maintenir des services publics minimaux». Dans une autre analyse publiée, il y a quelques jours, Patrick Haimzadeh, a rappelé qu'au terme d'une guerre civile de huit mois (2011) et d'une intervention militaire dirigée d'une coalition internationale dirigée par l'Otan, le régime du colonel Kadhafi s'écroule. «Les images du lynchage de cet homme qui avait pensé incarner son pays et son peuple pendant 42 ans font le tour du monde. Les dirigeants et les grands médias occidentaux se félicitent de ce qui est présenté comme une guerre juste et une victoire de la démocratie contre la dictature. Six ans après, la Libye n'intéresse plus guère ces mêmes médias qui n'y voient le plus souvent qu'un chaos indescriptible», a-t-il fait constater. **R. I.**

## L'Egypte enquête sur la mort de 19 ressortissants

Le ministère égyptien des Affaires étrangères a annoncé samedi qu'il suivait de près la découverte des corps de 19 ressortissants présumés dans le nord-est de la Libye. «L'ambassade d'Egypte en Libye, sise pour l'heure au Caire, a été informée par des sources au sein du Croissant-Rouge libyen que les corps de 19 personnes ont été découverts dans le désert libyen entre Tobrouk et Jdabiya», a déclaré le porte-parole du ministère, Ahmed Abou Zeïd, ajoutant que les identités de seulement sept d'entre elles avaient été confirmées. Selon lui, il semble probable que les victimes aient été tuées par des contrebandiers lors d'une tentative d'immigration clandestine. Les sept personnes identifiées vont être rapatriées et le ministère va suivre de près le processus d'identification des autres, a indiqué M. Zeïd. L'Egypte oeuvre avec les pays voisins de la Libye à l'émergence d'une solution politique à ce pays ravagé par la guerre civile depuis des années et dirigée par deux gouvernements opposés, basés l'un à Tripoli, la capitale, et l'autre à Tobrouk (Est). **L. M.**

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

## LE TERRORISME ROUTIER CONTINUE DE SE VIR



Migrants

# 35 disparus au large de la Libye après un naufrage



**T**rente-cinq migrants, dont sept enfants, sont portés disparus après le naufrage de leur canot pneumatique samedi au large de la Libye, ont annoncé les gardes-côtes libyens qui citent les témoignages de rescapés.

Selon Issa al-Zarrouk, un commandant des gardes-côtes de Garabulli (60 km à l'est de Tripoli), 85 migrants, dont 18 femmes, ont été secourus avec l'aide de bateaux de pêcheurs qui avaient donné l'alerte. Le porte-parole de la marine libyenne, Ayoub Kacem, a précisé plus tard que l'embarcation avait fait naufrage à 6 miles au nord-ouest de Garabulli, ajoutant que 10 bateaux de pêcheurs ont participé aux secours.

Les migrants secourus sont originaires notamment

du Nigeria, Sénégal, Cameroun, Côte d'Ivoire et Ghana, a ajouté le général Kacem. Parmi les rescapés, Vivian Effoussa, une Nigériane, dit avoir vu la mer pour la première fois.

«Je ne pensais pas que la mer était aussi grande», a-t-elle déclaré à l'AFP.

Selon elle, le canot a commencé à se dégonfler et à prendre l'eau. «Tout le monde a commencé à crier. Je n'ai jamais connu ce genre de chose dans ma vie», a-t-elle indiqué, ajoutant qu'elle était toujours dans un état de choc.

«Petit à petit, nous commençons à se trouver dans l'eau. et tout le monde se bousculait. Ils m'ont même tiré les cheveux, me traînant vers le fond», avant d'être sauvée in extremis par des pêcheurs. Cette migrante affirme avoir laissé ses deux

enfants au Nigeria et a quitté son pays «à cause de la situation». «La souffrance était trop forte pour moi et je n'avais aucune aide».

«Je travaillais comme coiffeuse. Quand je paie les frais de scolarité, la nourriture et les vêtements, je n'ai plus rien». «C'est pourquoi j'ai décidé de partir» sur le conseil d'un ami, a-t-elle raconté.

Les trafiquants profitent du chaos qui règne en Libye depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 pour faire passer chaque année des dizaines de milliers de migrants à destination de l'Italie, en leur demandant d'importantes sommes d'argent. Plus de 100 000 migrants et réfugiés sont arrivés depuis janvier en Europe, dont plus de 85 000 ont débarqué en Italie en traversant la Méditerranée depuis les côtes libyennes et 2 247 sont décédés ou portés disparus, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'Italie a récemment menacé de bloquer l'entrée de ses ports aux navires battant pavillon étranger, dont ceux affrétés par exemple par les ONG française, espagnole ou allemande, participant aux opérations de sauvetage au large de la Libye. **AFP**

## ACTU...

Alger

## Arrestation de deux faux-monnayeurs

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté récemment deux suspects accusés de falsification de faux billets de banque en coupures de 2 000 DA, d'une valeur de 200 millions de centimes, a indiqué samedi un communiqué des mêmes services. La même source précise que les services de sécurité relevant de la circonscription administrative de Draria ont traité récemment une affaire liée à la fabrication de faux billets en monnaie nationale en recourant à la falsification de documents administratifs officiels. Agissant sur la base d'informations faisant état de l'existence d'un local offrant des prestations en informatique et dont le propriétaire se livrait à la fabrication d'une grande quantité de faux billets en coupures de 2 000 DA, les mêmes services se sont déplacés sur les lieux et ont arrêté le propriétaire du magasin et de son acolyte, en possession d'un montant global de 200 millions de centimes en coupures 2 000 DA. **L. Y.**

Mostaganem

## Deux nouveaux cas de noyade en mer

Les services de la protection civile de Mostaganem ont enregistré, vendredi soir, deux cas de noyade au niveau de deux zones rocheuses interdites à la baignade sur les plages de Hadjadj et Benabdelmalek Ramdane (est de la wilaya), a-t-on appris samedi auprès de ce corps d'intervention et de secours.

Les éléments de la Protection civile ont découvert le corps sans vie d'un jeune, originaire de la ville de Djidiouia (Relizane), dans une zone rocheuse interdite à la baignade sur la plage de Hadjadj. L'équipe de plongée relevant du même corps d'intervention a repêché, la nuit de vendredi, le corps d'un autre baigneur, originaire de la ville de Boukadir (Chlef) sur une zone interdite à la baignade à Benabdelmalek Ramdane. L'opération de recherche a duré quatre heures, a-t-on précisé. Les dépouilles des deux noyés ont été déposées à la morgue des hôpitaux de Hadjadj et Sidi Ali. Depuis le début de la saison estivale en cours, huit cas de noyade ont été enregistrés à Mostaganem. Sept cas se sont produits dans des sites interdits à la baignade, alors que le huitième s'est produit sur la plage des Sablettes, à Mazaghran, rappelle-t-on. Les services de la Protection civile ont recensé, ces dernières 48 h, l'affluence de 470 000 estivants sur les 34 plages autorisées à la baignade dans la wilaya. Les sauveteurs ont effectué 81 interventions et 47 personnes ont été sauvées d'une mort certaine. **Y. M.**

Oran

# Arrestation des voleurs de 60 millions de DA

**L**es éléments du service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Oran ont démantelé une bande de dangereux malfaiteurs, composée de sept individus impliqués dans le vol d'une somme de 60 millions de dinars, lors du braquage du véhicule d'une société spécialisée dans la vente de téléphones portables, a-t-on appris samedi de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Selon le service de la police judiciaire, les malfaiteurs ont utilisé cinq véhicules, dont un fourgon, lors du braquage, qui s'est déroulé sur le 4<sup>ème</sup> boulevard périphérique, ainsi que des armes blanches et une bouteille de gaz lacrymogène afin de s'emparer de la somme de 60 millions de dinars, fruit de la collecte de fonds au niveau de ses nombreuses succur-

sales situées à l'ouest du pays.

Le même service a précisé que les agents de la société privée, à bord du véhicule de service, se dirigeaient vers la banque pour y déposer la somme collectée, lorsqu'ils ont été surpris par les braqueurs qui les ont forcés de s'arrêter au bord de la route, en bloquant toutes les issues, afin de commettre leur forfait.

Les malfaiteurs avaient suivi le véhicule de service tout au long du 4<sup>ème</sup> boulevard périphérique et ont bloqué le véhicule au niveau de l'échangeur menant à la RN11 (route nationale reliant Oran à Mostaganem), dans la commune de Bir El-Djir.

L'enquête entamée a duré une vingtaine de jours, en raison du manque de preuves et de témoins, a précisé le chef de service de la PJ,

le commissaire principal, Zoheir Bouhafs, ajoutant qu'après des investigations minutieuses, les enquêteurs ont réussi à appréhender les sept mis en cause et la récupération d'une partie du butin composé de 20 millions de dinars.

Ils ont également saisi quatre véhicules de luxe que les malfaiteurs avaient acheté après le braquage, un lot de bijoux en or, des montres de luxe, des téléphones portables et un appartement équipé à Aïn El Turck, sur la corniche oranaise.

Les cinq véhicules utilisés dans l'opération de braquage ont été également saisis, précise la même source, signalant que les sept mis en cause seront traduits devant la justice, une fois les procédures accomplies. **R. O.**